



2020 Rapport annuel

Fonds fiduciaire
d'urgence de l'UE
pour l'Afrique



2020 **Rapport annuel**

Fonds fiduciaire
d'urgence de l'UE
pour l'Afrique



Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

Adresse : Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

Téléphone : +32 (0) 2 299 11 11

Courriel : europeaid-eutf-africa@ec.europa.eu

Website : ec.europa.eu/trustfundforafrica

Crédits

© Union Européenne, 2021

Conception et mise en page : Pomilio Blumm srl

Page de couverture : © OIM 2020

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

Office des publications de l'Union européenne, 2021

2021 – 64 p. – 21x29.7 cm

Numéro de catalogue : MN-BE-21-001-FR-N

ISBN : 978-92-76-29842-7

doi : 10.2841/285230

ISSN : 2599-6193

Imprimé en Belgique, Mars 2021

Table des matières

Liste des abréviations.....	4
Résumé exécutif.....	6
CHAPITRE 1	
APERÇU.....	9
1.1 2020 en un coup d'œil.....	10
1.2 Aperçu financier.....	13
1.3 État d'avancement.....	14
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation.....	16
1.5 Communication.....	19
CHAPITRE 2	
ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS.....	21
2.1 Sahel et Lac Tchad.....	22
2.1.1 La région en un coup d'œil.....	24
2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région.....	25
2.1.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020.....	31
2.2 Corne de l'Afrique.....	32
2.2.1 La région en un coup d'œil.....	34
2.2.2 Principaux résultats obtenus dans la région.....	35
2.2.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020.....	37
2.3 Afrique du Nord.....	38
2.3.1 La région en un coup d'œil.....	40
2.3.2 Principaux résultats obtenus dans la région.....	40
2.3.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020.....	43
CHAPITRE 3	
RAPPORT FINANCIER.....	45
CHAPITRE 4	
GESTION ET CONTRÔLE INTERNE.....	52
ANNEXES.....	57
Annexe I : Liste des programmes adoptés en 2020 avec des informations sur le cofinancement.....	58
Annexe II : Contrats signés en 2020 par fenêtre et par pays.....	63
Annexe III : Contrats signés avec des Etats membres et d'autres donateurs.....	64
Annexe IV : Contrats signés avec des organismes des Nations Unies.....	64

Liste des abréviations

AFD	Agence Française de Développement
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
Sommet UA-UE	Sommet Union africaine - Union européenne
UA-UE-NU	Groupe de travail Union africaine - Union européenne - Nations Unies
BM	Banque Mondiale
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
CCE	Cour des comptes européenne
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CESVI	Cooperazione e sviluppo
CIVIPOL	Opérateur de coopération technique internationale du ministère de l'Intérieur de la France
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains au Niger
DFID	United Kingdom Department for International Development
DG INTPA	Direction générale pour les Partenariats Internationaux
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la Migration et les Affaires intérieures
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
DIHR	Danish Institute for Human Rights
ENABEL	Agence belge de développement
ETM	Mécanisme de transit et d'urgence du HCR
FAMI	Fonds Asile, Migration Intégration
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIIAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population

GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
PACV	Plan d'Action Conjoint de La Valette
IAS	Service d'audit interne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICMPD	International Centre for Migration Policy Development
IEV	Instrument européen pour le Voisinage
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IMC	International Medical Corps
ITC	Centre du commerce international
LuxDev	Luxembourg Development Cooperation Agency
MSMDA	Egyptian Micro, Small and Medium Enterprises Development Agency
OFII	Office français de l'immigration et de l'intégration
OIF	Organisation Internationale Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OLAF	Office européen de lutte antifraude
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNHSP	United Nations Human Settlements Programme

Résumé exécutif

Le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a été créé pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, notamment les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les migrants et les membres des communautés d'accueil. Au cours des cinq dernières années, il a donné un grand élan à une intervention coordonnée de l'Union européenne, de ses États membres et d'autres donateurs pour faire face à de multiples crises dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu un impact profond dans le monde entier, y compris en Afrique. Les restrictions imposées par les États et les mesures visant à prévenir la transmission du virus ont eu un impact assez important sur la mobilité humaine en Afrique. Le ralentissement économique mondial qui en découle comporte d'importantes conséquences socio-économiques sur l'ensemble du continent africain. Depuis le début de la crise de la COVID-19, le FFUE pour l'Afrique a contribué à la reponse im-

mediate de notre Team Europe, en aidant nos partenaires à atténuer les effets de la pandémie. Il a notamment permis une réaffectation rapide des ressources pour faire face à la crise sanitaire et économique dans plusieurs pays des trois régions du FFUE.

Dans sa cinquième année d'existence, le FFUE pour l'Afrique a continué à répondre aux besoins urgents en matière de développement et de sécurité afin de garantir la stabilité et le développement durable à long terme. Ce faisant, il a soutenu les efforts des pays partenaires par un certain nombre d'actions visant à améliorer l'accès aux services de base. Il a également opéré dans les zones transfrontalières pour endiguer les conflits et stimuler le développement économique, et il a contribué à la mise en place du Pacte mondial pour les réfugiés, renforçant ainsi le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Tout au long de l'année, le FFUE pour l'Afrique a produit de nouveaux résultats concrets et tangibles dans les différents domaines de travail qui sont mis en évidence dans le chapitre 2 de ce Rapport.



En 2020, le FFUE pour l'Afrique a encore consolidé ses résultats avec l'approbation de 37 nouvelles actions et 26 compléments budgétaires dans les trois régions pour un total de **561 millions d'euros**. Cela porte le total des programmes approuvés à la fin de 2020 à **4 852,5 millions d'euros**. De nouveaux contrats avec les partenaires de mise en œuvre ont été signés au cours de l'année 2020 pour un total de **1 152,3 millions d'euros**, ce qui porte le montant total des contrats signés à **4 564,6 millions d'euros**. À la fin de 2020, les paiements avaient atteint **3 002,4 millions d'euros**.

Le FFUE pour l'Afrique continue à avoir une approche équilibrée pour relever les défis de l'immigration irrégulière, en se concentrant sur des domaines d'intérêt mutuel pour l'UE et les partenaires africains. La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2020 est assez similaire à celle de 2019. 46% sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi, 31% à l'amélioration de la gestion des migrations et 21,4% à l'amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits.

Au cours de l'année 2020, le FFUE pour l'Afrique a bénéficié d'un soutien financier supplémentaire pour un total de **362 millions d'euros**, dont **29,2 millions d'euros** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs. À la fin de 2020, les ressources financières globales allouées au FFUE pour l'Afrique s'élevaient à plus de **5 058,2 millions d'euros**, dont **619,7 millions d'euros** fournis par les États membres de l'UE et d'autres donateurs (Norvège, Suisse et Royaume-Uni) et 4 438,5 millions d'euros par l'UE.

Comme en 2019 et les années précédentes, les actions adoptées en 2020 ont été mises en œuvre par un large éventail de partenaires, notamment les agences des États membres de l'UE et des autres donateurs, les agences des Nations Unies et des organisations internationales ayant des compétences et une expérience dans des domaines spécifiques, ainsi que des organisations internationales et locales de la société civile et des organisations non gouvernementales. 11,8% des financements contractuels sont directement mis en œuvre par des pays partenaires au-travers d'aide budgétaire.

En 2020, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel/lac Tchad a publié deux rapports pour chaque région. Le premier, publié en juin 2020, porte sur les résultats obtenus grâce au financement du FFUE pour l'Afrique depuis le début des activités jusqu'à la fin décembre 2019. Le second rapport, publié en décembre 2020, traite des résultats obtenus depuis le début des activités jusqu'à la fin juin 2020. Ces rapports sont disponibles sur le site web du FFUE pour l'Afrique.¹ Le système de suivi de la région de l'Afrique du Nord a également généré deux rapports de suivi disponibles sur le site web du FFUE pour l'Afrique qui analysent la manière dont les projets financés par le FFUE pour l'Afrique contribuent aux cinq objectifs stratégiques dans la région et donnent un aperçu des résultats obtenus jusqu'à présent.

Durant l'année 2020, la Revision indépendante à mi-parcours du FFUE pour l'Afrique a été conclue et le rapport final a été officiellement approuvé. Le rapport à mi-parcours, qui sera publié sur le site web du FFUE pour l'Afrique au début de 2021, présente également une série de recommandations fournissant des indications utiles pour la programmation future dans le cadre de la nouvelle architecture de financement de l'UE.

Tout au long de l'année 2020, le FFUE pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour communiquer de manière transparente sur ses progrès et ses réalisations globales à travers un large éventail de canaux, y compris les réseaux sociaux et le site web dédié du FFUE pour l'Afrique, sur lequel des articles concernant les programmes du FFUE sont publiés régulièrement.

En 2020, la situation dans la **région du Sahel et du lac Tchad** a continué à se détériorer vu que les attaques terroristes ont commencé à menacer également les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. La violence croissante et l'insécurité généralisée ont provoqué des vagues sans précédent de déplacements forcés dans toute la région. Les déplacements massifs, combinés au changement climatique, à la croissance démographique rapide, à la pauvreté endémique et à l'impact de la pandémie de COVID-19, ont eu un impact croissant sur les migrations. Le FFUE pour l'Afrique a approuvé 15 nouvelles actions et 10 compléments budgétaires, pour un total

1 https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en

de **225,9 millions d'euros**, ce qui porte le financement total approuvé à 2 144 millions d'euros. En raison de l'augmentation du niveau d'insécurité dans la région, 57% des fonds approuvés en 2020 a été consacré aux efforts de stabilisation, tandis que 24% a été attribué au renforcement de la résilience des communautés touchées en soutenant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en protégeant les moyens de subsistance vulnérables et en promouvant des régimes de protection sociale pour les plus vulnérables. De nouvelles actions de soutien à la reprise économique, visant à accroître les possibilités d'emploi et à faire correspondre les compétences des jeunes aux besoins du marché du travail, ont représenté jusqu'à 15% des actions approuvées en 2020.

Le déclenchement de la pandémie de COVID-19 a encore aggravé les fragilités dans toute la **région de la Corne de l'Afrique** déjà touchée par des sécheresses et des inondations consécutives, par plusieurs conflits et l'insécurité, par des crises prolongées de réfugiés et de déplacés internes, ainsi que la pire invasion de criquets pèlerins depuis des décennies. Depuis le début de la pandémie, plusieurs projets ont réorienté les activités pour lutter contre la propagation du virus et atténuer son effet économique. Pour faire face à ces défis, de nouveaux engagements, des réaffectations et des compléments de dépenses ont été pris en 2020. Au total, le FFUE pour l'Afrique a approuvé 12 nouveaux programmes et 13 compléments pour un total de **212,15 millions d'euros**, ce qui porte le total des actions approuvées dans la région à 1 807,9 millions d'euros. Les programmes récemment adoptés auront pour but principal d'aider à faire face à la crise sanitaire et économique que connaissent plusieurs pays de la région en raison de la pandémie. Ces programmes visent notamment à réduire les inégalités sociales et à favoriser l'intégration économique, ainsi qu' à atténuer les lacunes critiques en matière de gouver-

nance sanitaire, de surveillance épidémiologique et de préparation à l'épidémie pour faire face à la COVID-19.

La région de l'Afrique du Nord a été confrontée à des défis nécessitant une intervention globale pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d'accueil, offrir des possibilités de mobilité sûre et organisée et faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Dans cette région, le FFUE pour l'Afrique a adopté 10 nouvelles actions pour un total de **113,6 millions d'euros** (dont 3,9 millions d'euros de cofinancement) et quatre compléments budgétaires s'élevant à 13,3 millions d'euros. Cela porte le total des financements approuvés dans la région à 899,8 millions d'euros. Trois des nouveaux programmes apporteront un soutien supplémentaire à la Libye pour gérer les flux migratoires, notamment la protection, l'assistance sanitaire et la résilience des communautés ; pour protéger la population la plus vulnérable contre la pandémie de COVID-19 ; et pour promouvoir le redressement, la stabilité et le développement socio-économique du pays. Afin de financer une nouvelle action liée à crise de la COVID-19 et en partie une action communautaire de stabilisation en Libye, 30 millions d'euros ont été réaffectés du programme de gestion des frontières existant (phase II) dont le montant a été réduit à 15 millions d'euros. Deux nouveaux programmes aideront la Tunisie à promouvoir la gouvernance des migrations et à protéger les migrants vulnérables. En outre, les programmes régionaux récemment adoptés contribueront à identifier des solutions durables pour les enfants réfugiés non accompagnés et séparés, à renforcer la réponse d'urgence à la COVID-19 et à promouvoir une approche holistique de la migration légale et de la mobilité.

Les chapitres 3 et 4 du rapport annuel présentent le rapport financier pour 2020 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.



CHAPITRE 1

APERÇU



1.1 2020 en un coup d'œil

La pandémie de COVID-19 a eu un impact profond en 2020 dans le monde entier, y compris en Afrique. Pendant l'année en question, bien que, dans l'ensemble, l'impact sanitaire sur ce continent ait été comparativement moins dramatique qu'ailleurs, il subsiste encore des différences régionales importantes, l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud étant jusqu'à présent les régions les plus touchées. Dans tous les cas, les restrictions imposées par les États et les mesures visant à prévenir la transmission du virus, en Afrique et ailleurs, ont eu un impact important sur la mobilité humaine ainsi que d'importantes conséquences socio-économiques sur l'ensemble du continent africain.

Pour faire face à la pandémie, la Commission a adopté en avril 2020 une Communication Conjointe sur la *Réponse Globale de l'UE au COVID-19*,² qui appelle à mettre l'accent sur les personnes les plus vulnérables, notamment les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et leurs communautés d'accueil. L'UE et ses États membres, agissant ensemble comme *Team Europe*, et en partenariat avec les pays africains, ont pris des mesures globales et décisives pour lutter contre les effets destructeurs de la COVID-19, en adaptant des priorités et des programmes, notamment des programmes du FFUE pour l'Afrique.

Au cours de sa cinquième année d'existence, le FFUE pour l'Afrique a continué à démontrer sa valeur ajoutée en poursuivant le double objectif de favoriser la stabilité et faire face aux défis et aux opportunités liés aux migrations et aux déplacements forcés, comprenant leurs causes profondes, en étroite coopération avec les partenaires africains.

L'extrême pauvreté, l'insécurité, les crises alimentaires et le manque de cohésion sociale et de gouvernance démocratique ont continué à produire une perte importante de potentiel humain et économique, ralentissant la croissance économique et perpétuant la pauvreté dans **la région du Sahel et du lac Tchad**. Malgré une mobilisation politique et financière sans précédent, la situation dans la région du Sahel et du lac Tchad a continué à se détériorer. Le coup d'État du mois d'août au Mali est le dernier exemple de la crise profonde de la gouvernance et de la légitimité démocratique dans la région.

Fin février, le premier cas de COVID-19 en Afrique de l'Ouest a été enregistré au Nigeria. En un mois, le virus s'était propagé aux 17 pays de la région. L'effet combiné de la COVID-19 et de la montée de la violence a mis à rude épreuve les services de santé et les moyens de subsistance, et plusieurs programmes du FFUE pour l'Afrique (aussi bien nouveaux que déjà mis en place) ont soutenu la lutte contre la pandémie et fait face à ses conséquences économiques. Au total, 377,6 millions d'euros ont été alloués pour renforcer les systèmes de santé des pays partenaires, mettre en place des mesures d'urgence et de prévention, et soutenir la stratégie économique contre la pandémie de COVID-19.

Lorsque les premiers cas de COVID-19 ont frappé la région, **la Corne de l'Afrique** était confrontée aux graves conséquences du changement climatique, dont des sécheresses et des inondations, ainsi qu'à la pire invasion de criquets pèlerins depuis des décennies. Tous les pays de la région souffrent d'une grave pénurie de soins et d'équipements médicaux et la pandémie laissera des traces profondes dans l'économie de la région, affectant en particulier les populations les plus vulnérables, qui sont davantage privées d'accès aux services de base en raison des restrictions de circulation. Dès le début de la pandémie, plusieurs projets du FFUE pour l'Afrique ont réorienté les activités pour réduire la propagation du virus, pour atténuer les effets économiques et supporter les populations vulnérables, comme les réfugiés et les migrants en détresse. Dans la région, le FFUE pour l'Afrique a fourni un total de 56,1 millions d'euros pour soutenir les systèmes de santé et 144,05 millions d'euros pour faire face à l'impact économique de la COVID-19. Certains progrès ont été réalisés, notamment l'Accord de paix historique signé entre le Gouvernement de Transition du Soudan et une majorité de groupes d'opposition armés, ainsi que la création d'un Gouvernement de Transition au Soudan du Sud. Cependant, la région, déjà profondément touchée par les conflits et l'insécurité, a également été témoin : (i) le début d'un conflit armé interne dans la région du Tigré, en Éthiopie, qui a provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes ; (ii) d'émeutes en Ouganda ; et (iii) d'une absence générale de progrès politique en Somalie.

2 JOIN(2020) 11 final.



La région de l'Afrique du Nord était confrontée à des défis nécessitant une réponse globale de l'UE pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d'accueil et répondre aux conséquences de la pandémie de COVID-19. En 2020, la FFUE pour l'Afrique a approuvé de nouvelles actions comprenant des compléments, pour un montant total de 126,9 millions d'euros (comprenant des co-financements). Trois de ces nouvelles actions apporteront un soutien supplémentaire à la Libye afin de : (i) renforcer les activités de protection ; (ii) satisfaire les besoins sanitaires en Libye à la suite de la crise de la COVID-19 ; et (iii) développer des activités de stabilisation des communautés dans le sud de la Libye. Afin de financer une nouvelle action liée à la crise de la COVID-19 et en partie une action communautaire de stabilisation en Libye, 30 millions d'euros ont été réaffectés du programme de gestion des frontières existant (phase II) dont le montant a été réduit à 15 millions d'euros. Deux nouveaux programmes ont également été adoptés pour la Tunisie sur la gouvernance et la protection. Enfin, des programmes régionaux ont été approuvés pour améliorer la gestion des migrations en Afrique du Nord, notamment un dispositif d'intervention d'urgence contre la COVID-19 de 10 millions d'euros pour couvrir les pays d'Afrique du Nord et se concentrer sur les populations les plus vulnérables.

En ce qui concerne les tendances migratoires, en 2020, les chiffres globaux des passages irréguliers de frontières vers l'UE le long de la route de la Méditerranée centrale et occidentale ont augmenté malgré les restrictions de mobilité et les contrôles frontaliers renforcés adoptés pour contenir la COVID-19. Jusqu'à la mi-décembre 2020, les passages frontaliers de l'itinéraire de la Méditerranée centrale vers l'Italie et Malte s'élevaient à 35 200, contre 14 502 arrivées au cours de la même période en 2019 (soit une augmentation de 143%). La route de la Méditerranée occidentale/Atlantique affiche également, à la fin novembre 2020, une augmentation d'environ 28% (39 116 arrivées, contre 30 675 pour la même période en 2019). En raison des restrictions de voyage, les flux migratoires à travers le continent africain ont diminué dans un premier temps, mais ont augmenté au cours du second semestre. En raison de la pandémie, certains schémas migratoires ont changé avec la réouverture de la route de l'Atlantique : à la fin de 2020, les arrivées aux îles Canaries étaient 9 fois plus importantes que l'année précédente (23 023 contre 2 694 en 2019).

Le 9 mars 2020, la Commission a adopté une Communication Conjointe intitulée *Vers une stratégie globale avec l'Afrique*,³ qui propose

3 JOIN(2020) 4 final.

un engagement renforcé avec les partenaires africains sur la base de partenariats véritables et entre égaux. En particulier, le partenariat proposé sur la migration et la mobilité définit un programme complet et équilibré pour relever conjointement les défis de la migration et saisir les opportunités qu'elle offre.

En matière de politique migratoire, la Commission a présenté en septembre 2020 le très attendu Nouveau Pacte sur la Migration et l'Asile. S'appuyant sur l'Agenda Européen sur les Migrations, le pacte définit la stratégie de la Commission pour une approche renforcée et globale de l'UE en matière de migration. Il s'agit notamment de veiller davantage à la cohérence entre les dimensions interne et externe de cette problématique. Le pacte vise à établir des partenariats solides, équilibrés, globaux et mutuellement bénéfiques avec les pays d'origine, de transit et de destination des migrants et des réfugiés. Dans le cadre de cet effort, la sensibilisation des pays partenaires pour qu'ils renforcent leur engagement n'a pas cessé. Le septième dialogue ministériel UE-Nigeria, qui s'est tenu en novembre 2020, a par exemple ouvert la voie à la reprise des discussions sur les migrations avec le Nigeria au cours de cette année.

Le 3 décembre 2020, les négociateurs en chef de l'UE et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sont parvenus à un accord politique sur le texte d'un nouvel Accord de partenariat destiné à succéder à l'Accord de Cotonou. L'Accord couvrira un grand nombre de domaines, dont la migration et la mobilité. Une fois en vigueur, l'accord servira de nouveau cadre juridique entre l'UE et les 79 membres de l'ACP pour les 20 prochaines années.

La COVID-19 a également eu une incidence sur le calendrier et le format des dialogues régionaux. Les processus de Khartoum et de Rabat ont apporté une mise à jour technique du plan d'action conjoint de La Valette. Ce texte sera officiellement adopté lors de la réunion des hauts fonctionnaires des pays partenaires de La Valette en 2021.

Sous la présidence française du processus de Rabat, une réunion virtuelle des pays de référence, ainsi que des membres du comité directeur et une réunion virtuelle du comité directeur ont eu lieu en octobre 2020. La réunion a été soutenue par un grand nombre de parties prenantes, dont la Commission européenne. Un

bilan de la mise en œuvre du plan d'action de Marrakech, incluant des recommandations pour l'avenir, a été validé lors de la réunion du Comité directeur. La réunion des hauts fonctionnaires, qui se tient habituellement en face à face, a été reportée à avril 2021. La passation officielle de la présidence du processus de Rabat de la France à la Guinée équatoriale a eu lieu en décembre 2020.

Le Comité de pilotage du processus de Khartoum s'est réuni en mars et décembre 2020. Les participants ont convenu que les Pays-Bas devraient continuer à présider le processus jusqu'à ce qu'une réunion physique soit possible. Une réunion de hauts fonctionnaires en face à face est provisoirement prévue à Khartoum en avril 2021, lorsque le Soudan prendra la présidence. D'ici là, le processus de Khartoum continuera à fonctionner par le biais de séminaires et de webinaires.

Dans la Corne de l'Afrique, l'UE a soutenu l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) dans le processus d'adoption de ses Protocoles sur la libre circulation des personnes et sur la transhumance. Le Protocole sur la libre circulation a été approuvé en février 2020, et son adoption renforcera la mobilité et la migration transfrontalières ordonnées ainsi que l'intégration et le développement économiques régionaux.

La table ronde ministérielle sur le Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger), coorganisée par le Danemark, l'Allemagne, l'UE et les Nations Unies en octobre 2020, s'est concentrée sur la réponse à la crise humanitaire dans la perspective du lien développement-humanitaire-paix. L'événement a permis de sensibiliser à la crise humanitaire, notamment au problème des déplacements, et d'obtenir une promesse d'augmentation des financements.

À partir de mars 2020, la pandémie de COVID-19 a considérablement réduit la possibilité d'organiser des événements internationaux en présentiel. Néanmoins, un certain nombre de réunions virtuelles importantes ont été organisées pour discuter des questions liées aux migrations et aux réfugiés. L'une de ces réunions a été le Dialogue sur la protection du Haut Commissaire du HCR, qui s'est tenu en décembre 2020 et où il a été discuté de l'impact de la pandémie sur les réfugiés et les personnes déplacées.

1.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2020, les ressources totales allouées au FFUE pour l'Afrique, comprenant les coûts administratifs, s'élevaient à **5 058,2 millions d'euros**.^{*4} Ce montant comprend:

- ▶ **3 385,8 millions d'euros*** du Fonds européen de développement (FED);
- ▶ **1 052,7 millions d'euros*** provenant du budget de l'UE, incluant l'Instrument de coopération au développement (ICD), l'Instrument européen de voisinage (ENI), le Fonds asile, migration et intégration (FAMI) et le financement de la Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (DG ECHO);
- ▶ **619,7 millions d'euros*** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Royaume-Uni, Suisse et Norvège).

En 2020, les ressources globales du FFUE pour l'Afrique ont augmenté de **362 millions d'euros**. Les États membres de l'UE et d'autres donateurs ont fourni des contributions supplémentaires s'élevant à **29,2 millions d'euros***. Toutes les promesses faites par les États membres de l'UE et les autres donateurs en 2020 ont été certifiées avant la fin de l'année.

Fig. 1 Ressources financières du FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2020 (en millions d'euros)



4 * Montants arrondis par l'excès

1.3 État d'avancement

En 2020, le FFUE pour l'Afrique a approuvé **37 nouvelles actions** et **27 compléments** d'aide dans les trois régions pour un total de **561 millions d'euros** répartis comme suit : **225,9 millions d'euros** pour le Sahel/lac Tchad, **212,1 millions d'euros** pour la Corne de l'Afrique et **123 millions d'euros** pour l'Afrique du Nord. Cela porte le nombre total d'actions approuvées à la fin de 2020 à 254, dont quatre programmes transversaux, pour un montant de **4 852,5 millions d'euros** répartis comme suit :

- ▶ 111 dans le **Sahel/lac Tchad**, pour un montant de **2 144,8 millions d'euros**
- ▶ 99 dans la **Corne de l'Afrique**, pour une valeur de **1 807,9 millions d'euros**
- ▶ 40 en **Afrique du Nord**, pour une valeur de **899,8 millions d'euros**.

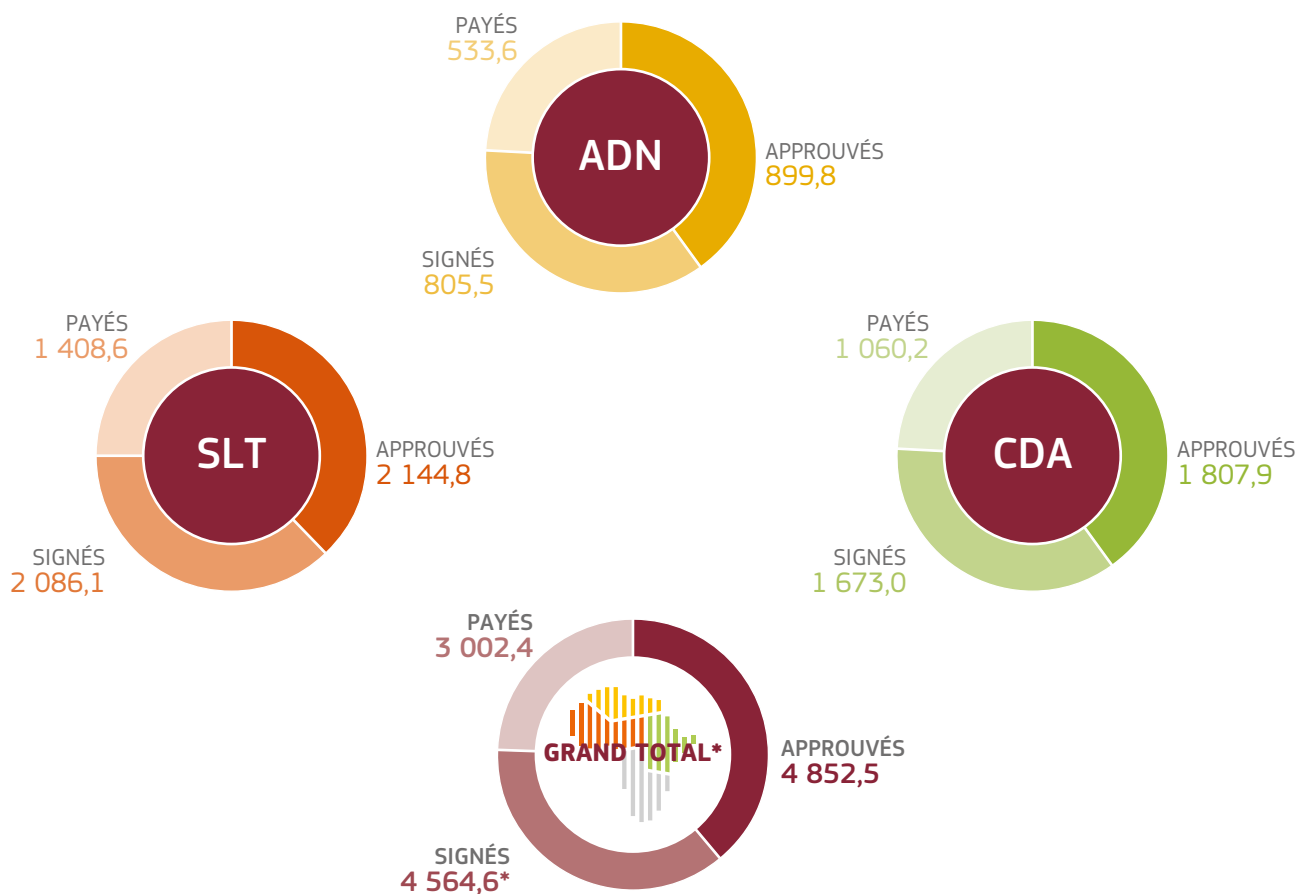
Une liste des nouvelles actions et des compléments d'aide approuvés en 2020 est disponible à l'Annexe I du présent rapport.

En 2020, le FFUE pour l'Afrique a encore progressé avec la signature de nouveaux contrats avec des partenaires de mise en œuvre. Fin décembre 2020, le nombre de contrats signés était de 754, couvrant un montant global de **4 564,6 millions d'euros**, dont **1 152,3 millions d'euros** pour la seule année 2020.

Les paiements effectués à la fin de 2020 ont atteint **3 002,4 millions d'euros**.

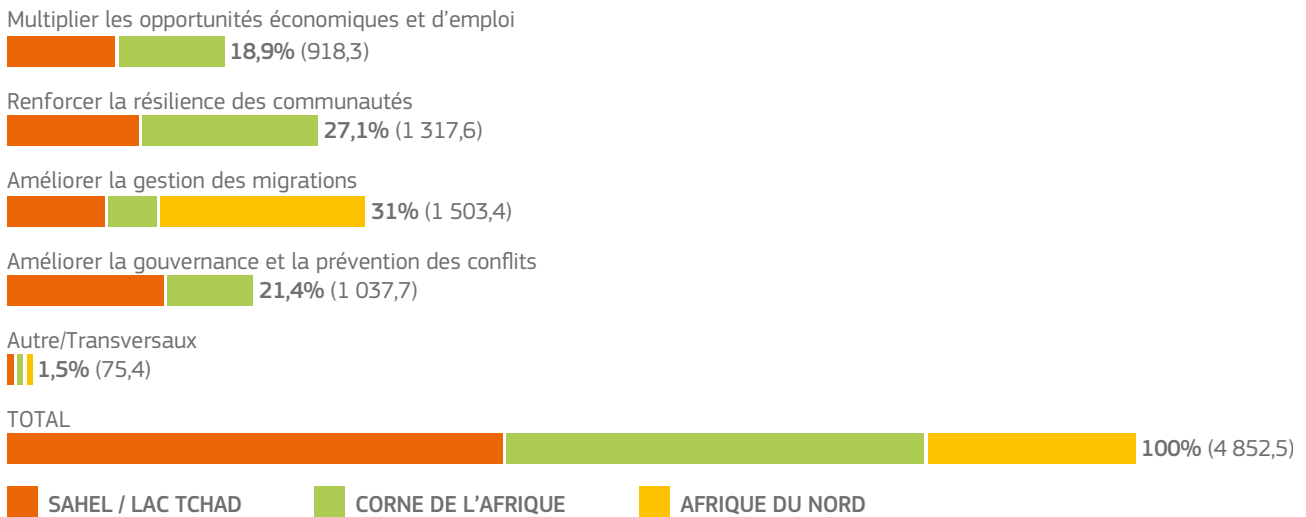
En 2020, le rapport entre le montant des contrats signés et celui des actions approuvées (94%) s'est amélioré par rapport à 2019 (77%).

Fig. 2 Etat d'avancement au 31 Décembre 2020 (en millions d'euros)



* Les chiffres ont été arrondis à l'excès et comprennent 6 contrats de multifenêtres pour 0,8 millions d'euros

Fig. 3. Montant total approuvé par Objectif Stratégique dans les trois régions (en millions d'euros)



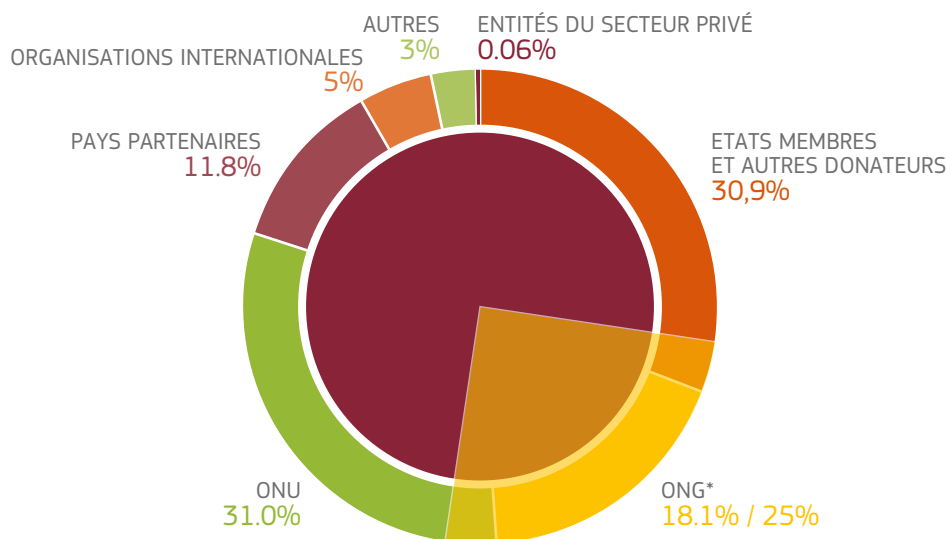
La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2020 est assez similaire à celle de 2019. 46% sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi, 31% sont alloués à l'amélioration de la gestion des migrations et 21,4% à l'amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits.

Comme en 2019 et pour les années précédentes, les actions adoptées en 2020 ont été mises en œuvre par un large éventail de partenaires d'exécution, notamment les agences des États membres de l'UE et d'autres donateurs, des agences des Nations Unies et des organisations internationales ayant une com-

pétence et une expérience dans des domaines spécifiques, ainsi que des organisations internationales et locales de la société civile et des organisations non gouvernementales. 11,8% des financements contractés sont directement utilisés par les pays partenaires dans le cadre d'opérations d'appui budgétaire.

Dans certains cas, les exécutants désignés, tels que les agences des donateurs ou les agences des Nations Unies, sous-traitent la mise en œuvre de certaines activités à des ONG locales ou internationales en raison de leur expérience et de leur connaissance du contexte local. En conséquence, à la fin de 2020, 25% du montant contracté est effectivement mis en œuvre par une ONG locale ou internationale.

Fig. 4. Répartition des financements contractés par exécutant (en millions d'euros)



* Environ 25% des contrats sont mis en œuvre par des ONG / OSC dans le cadre de contrats signés avec des agences des Nations Unies et des États membres

1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

Le processus décisionnel pour la programmation et la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique tient compte des contrôles et des évaluations de ses programmes, réalisés de manière régulière par la biais de différents réseaux/outils.

1.4.1 Le système de suivi et d'apprentissage pour la Corne de l'Afrique et le Sahel / Lac Tchad

En 2020, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel/lac Tchad a publié deux rapports pour chacune de ces régions. Le premier de ceux-ci, publié en juin 2020, portait sur les résultats atteints grâce au financement du FFUE pour l'Afrique depuis le début des activités jusqu'à la fin décembre 2019, et se concentrait particulièrement sur les résultats générés en 2019. Le second, publié en décembre 2020, couvrait les résultats obtenus depuis le début des activités jusqu'à la fin juin 2020, avec une attention particulière sur les résultats générés au cours des premier et deuxième trimestres de 2020. Ces rapports sont disponibles sur le site web du FFUE pour l'Afrique.⁵

Les informations publiées dans les rapports MLS ont également aidé la Commission européenne à faire connaître les résultats et à analyser la manière dont le FFUE pour l'Afrique atteint ses objectifs grâce aux activités mises en œuvre.

Un certain nombre d'études de cas et d'analyses qualitatives ont été réalisées dans le cadre de l'exercice prospectif "Enseignements tirés du FFUE pour l'Afrique", axé sur les migrations et les déplacements forcés. Il s'agit d'une réflexion interne et informelle sur ce qui peut être appris de la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique dans les domaines de la migration et des déplacements forcés. Ces rapports sont d'une grande utilité pour identifier les meilleures pratiques ainsi que les approches innovantes afin d'améliorer la programmation et la mise en œuvre des programmes du FFUE pour l'Afrique dans les différentes régions.

En 2020, les indicateurs communs de résultats du FFUE ont été réexaminés afin d'assurer une meilleure harmonisation entre les volets et de continuer à surveiller et à rapporter de la meilleur façon possible les résultats des activités mises en œuvre dans le cadre

du FFUE. Les notes méthodologiques relatives à ces indicateurs sont disponibles sur le site web du FFUE.

1.4.2 Le système de suivi pour l'Afrique du Nord

En 2020, le système de suivi de la région de l'Afrique du Nord a généré deux rapports. Le rapport de suivi publié en novembre 2020 a présenté les progrès réalisés dans la région, en se concentrant sur les réalisations générées par les projets financés par le FFUE de juillet à novembre 2019. Le second rapport, qui devrait être publié en mars 2021, couvre les résultats obtenus jusqu'à la fin du mois d'avril 2020, en se concentrant spécifiquement sur l'évaluation des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les modèles de migration et la mise en œuvre des projets du FFUE dans la région.

L'objectif de ces rapports de suivi est d'analyser la manière dont les projets financés par le FFUE contribuent aux cinq objectifs stratégiques du FFUE dans la région de l'Afrique du Nord. Ces rapports fournissent également à la Commission européenne un aperçu du niveau des résultats obtenus dans la région, ce qui est essentiel pour continuer à améliorer la mise en œuvre et la programmation des programmes du FFUE. Cette année, la fenêtre de l'Afrique du Nord a également participé à l'exercice d'évaluation des enseignements tirés, lancé par DG INT-PA, qui avait pour objectif d'explorer les meilleures pratiques dans l'ensemble des projets financés par le FFUE. Le but de cet exercice est de générer des connaissances fondées sur des données probantes, qui seront prises en compte dans les futures discussions de programmation sur la migration, la mobilité et les déplacements forcés.

1.4.3 Révision à mi-parcours du FFUE pour l'Afrique

La révision à mi-parcours du FFUE pour l'Afrique a été lancée en 2019 pour fournir aux services de coopération extérieure de l'UE et au grand public une évaluation globale indépendante à mi-parcours du FFUE pour l'Afrique. Ses principaux objectifs étaient d'identifier les principaux enseignements et de produire des recommandations qui éclaireront les choix futurs concernant les approches stratégiques de l'UE pour : (i) soutenir tous les aspects de la stabilité ; (ii) contribuer à une meilleure gestion des migrations ; et (iii) s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, des déplacements forcés et des migrations irrégulières.

⁵ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en

L'évaluation a porté sur plus de 200 des 600 projets sous contrat mis en œuvre entre 2016 et 2019. Tous les services concernés de la Commission, du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et des Délégations de l'UE dans les trois régions ont été consultés au cours du processus de révision et ont apporté de précieuses contributions. En outre, un groupe d'experts des États membres de l'UE, a fourni ses commentaires et examiné les documents clés. Des visites sur le terrain ont été effectuées dans six pays sélectionnés pour assurer la couverture d'un certain nombre de dimensions clés du FFUE pour l'Afrique : en Éthiopie, en Libye, au Maroc, au Niger, au Sénégal et en Somalie. Le rapport final de la révision à mi-parcours sera publié au début de 2021 et sera disponible sur le site web du FFUE pour l'Afrique.

Les **principales conclusions** de l'évaluation à mi-parcours peuvent être résumées comme suit :

- ▶ Le FFUE pour l'Afrique a permis de tirer des enseignements importants sur la gestion de programmes complexes dans des contextes fragiles et a mis en place un système complet de production de connaissances et d'assurance qualité dans le domaine de la migration.
- ▶ Le mandat du FFUE pour l'Afrique était trop vaste étant donné qu'il était destiné à être un instrument d'urgence à court terme. Malgré sa nature limitée dans le temps, il était chargé de s'attaquer aux causes profondes de certains des défis sociétaux les plus insolubles auxquels sont confrontés les pays partenaires.
- ▶ Le cadre de résultats initial du FFUE pour l'Afrique n'a pas eu une grande influence sur l'orientation stratégique des projets. En particulier, l'absence d'un cadre de programmation a rendu plus difficile la décision de répartir les fonds entre les différents objectifs stratégiques.
- ▶ La structure de gouvernance et de gestion du FFUE pour l'Afrique était souple et efficace. Elle permettait de prendre des décisions rapides sur la base d'une vision stratégique des problèmes et grâce à son personnel compétent et dévoué.
- ▶ La production de connaissances et l'assurance qualité du FFUE pour l'Afrique apportent une valeur ajoutée significative. Le FFUE pour l'Afrique a généré de grandes quantités de nouvelles données grâce aux systèmes de suivi et d'apprentissage, aux dispositifs de recherche et de preuve, et au dispositif de coopération technique.

- ▶ Le FFUE pour l'Afrique a apporté de modestes contributions à l'augmentation des opportunités économiques et de l'emploi, mais n'a été efficace dans ce domaine que lorsque les interventions ont été conçues de manière à impliquer le secteur privé.
- ▶ Le FFUE pour l'Afrique a permis d'attirer davantage l'attention locale et internationale sur les problèmes de migration. Il a obtenu des résultats significatifs en renforçant les capacités des organismes nationaux responsables de la gestion des migrations dans les régions. La coopération transfrontalière entre ces organismes a constitué un autre développement important.

L'évaluation à mi-parcours a donné lieu à **une série de recommandations**, qui fournissent des indications utiles pour les orientations stratégiques et la programmation futures dans le cadre de la nouvelle architecture de financement de l'UE. Ces recommandations sont présentées ci-dessous.

- ▶ Au cours de la période de mise en œuvre restante, le FFUE pour l'Afrique devrait se concentrer sur la production de nouvelles connaissances et la compréhension de ses interventions, en collaboration avec d'autres organismes internationaux. Pour mieux cerner les résultats et les impacts, une évaluation ex post devrait être réalisée au moins un an après l'achèvement de toutes les activités.
- ▶ L'UE devrait envisager de programmer toutes ses interventions dans un pays ou une région dans un cadre analytique commun.
- ▶ L'UE devrait avoir des cadres de résultats différenciés en fonction des défis de développement dans le pays/la région partenaire.
- ▶ L'UE devrait renforcer la couverture des migrations dans ses programmes bilatéraux et régionaux, en veillant à ce que l'ensemble de l'Agenda de La Valette soit couvert.
- ▶ L'UE devrait élaborer des règles de passation de contrats et de mise en œuvre différenciées pour les contextes de "fragilité, de conflit et de violence".
- ▶ Le soutien de l'UE à la création d'opportunités économiques et d'emploi devrait s'inscrire dans le cadre d'efforts plus larges de développement du marché et de la participation du secteur privé.

- L'UE devrait fournir des interventions pour "la communauté toute entière" pour accroître la résilience, en particulier lorsqu'il s'agit de faire face à des situations de fragilité des ressources naturelles.

Dans l'ensemble, la Commission a approuvé les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, en notant que certains des problèmes mis en évidence sont déjà traités dans le cadre des programmes du FFUE pour l'Afrique. En outre, on a remarqué que certaines suggestions d'actions pourraient être reprises à l'avenir dans le cadre de l'Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI).

1.4.4 Système de suivi axé sur les résultats

Au cours de l'année 2020, d'autres programmes du FFUE pour l'Afrique ont fait l'objet de missions de suivi axé sur les résultats (ROM) par des experts indépendants. L'objectif de ces missions était d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact potentiel et la durabilité des programmes. À la fin de décembre 2020, 95 examens ROM avaient été réalisés ou étaient en cours : 54 dans la Corne de l'Afrique, 35 dans le Sahel/lac Tchad et 6 en Afrique du Nord.

1.4.5 Facilités de recherche

Au cours de l'année 2020, la Facilité de recherche pour la **région de la Corne de l'Afrique** a publié un grand nombre de rapports et d'études sur de multiples aspects du travail du FFUE pour l'Afrique. Celles-ci sont entièrement disponibles via des liens vers la page⁶ de la Facilité de recherche sur le site du FFUE pour l'Afrique. Les documents comprennent un document d'information sur la COVID-19 dans la Corne de l'Afrique, qui met en évidence les informations et les analyses relatives à la crise de la COVID-19 dans la région et leur lien avec la mobilité, les conflits et le développement. Une étude récente examine les mouvements circulaires de réfugiés entre le Kenya et la Somalie,⁷ et un autre document explore la relation entre le changement environnemental et la façon dont les populations se déplacent

et adaptent leurs moyens de subsistance.⁸ L'un des derniers rapports, intitulé *Mobile people's mobile phones*, se concentre sur la manière dont les technologies de l'information et de la communication affectent la mobilité et la migration dans la région.⁹

En 2020, la Facilité de recherche pour la **région du Sahel et du Lac Tchad** a continué à fournir, par l'intermédiaire de son contrat avec l'International Crisis Group (ICG), des analyses de conflit et des recommandations politiques approfondies, indépendantes et basées sur la réalité du terrain. Ces analyses et recommandations ont été diffusées auprès des institutions de l'UE, des États membres de l'UE et d'autres groupes cibles. Toutes les études et tous les rapports produits par la Facilité de recherche en 2020 sont disponibles sur le site web de l'ICG.¹⁰ Il y a notamment une étude analysant la situation climatique dans le Sahel central intitulée "*Le Sahel central : scène de nouvelles guerres climatiques?*" et deux études récemment publiées sur la descente du Mali central dans la violence communautaire et sur la manière dont les élections ont été menées au Burkina Faso et au Mali en période d'insurrection. Enfin, en décembre 2020, un projet¹¹ de recherche conjoint sur l'évaluation de l'impact au Sahel/Lac Tchad dans la Corne de l'Afrique a été lancé, avec 9 évaluations d'impact de projets dans 7 pays. En outre, une évaluation d'impact de portefeuille dans le cadre de l'objectif stratégique 1 (création d'opportunités économiques et d'emploi) a été lancée dans 21 pays par le Centre d'évaluation et de développement (C4ED), en partenariat étroit avec le Centre commun de recherche (CCR) et les partenaires de mise en œuvre concernés.

Pour la **région de l'Afrique du Nord**, la Facilité de recherche a publié trois nouvelles études à long terme, toutes disponibles sur le site web du FFUE pour l'Afrique. Ces études sont intitulées : "*L'intersection de la migration irrégulière et de la traite en Afrique de l'Ouest et au Sahel*" ; "*Comprendre les schémas de vulnérabilité, les tendances migratoires à travers la Méditerranée*" ; "*Assembler les dynamiques changeantes, la mobilité et les conflits dans le Liptako-Gourma.*"

6 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/>

7 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2020/12/14/a-full-circle-refugee-returns-between-kenya-and-somalia/>

8 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2020/12/08/a-new-perspective-of-rural-urban-livelihoods-in-the-face-of-environmental-change/>

9 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2020/09/30/mobile-peoples-mobile-phones-how-do-information-and-communication-technologies-iccts-affect-mobility-and-migration-in-the-horn-of-africa/>

10 <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel>

11 Le Centre d'Évaluation et de Développement est en charge du projet de recherche effectuant l'évaluation de l'impact scientifique pour construire des stratégies basées sur des preuves et la programmation future (<https://c4ed.org/>)

1.5 Communication

Tout au long de l'année 2020, le FFUE pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour communiquer de manière transparente sur les progrès et les réalisations globales par le biais d'un large éventail de canaux, y compris le site web dédié du FFUE pour l'Afrique, sur lequel sont régulièrement publiés des articles pertinents sur les programmes du FFUE pour l'Afrique. Alors qu'un certain nombre d'événements prévus ont été annulés en raison de la pandémie de la COVID-19, la Commission a pu communiquer sur les progrès du FFUE pour l'Afrique grâce à des événements et des présentations virtuelles avec plusieurs parties prenantes, dont le Parlement européen et les donateurs du FFUE pour l'Afrique.

Le site web du FFUE pour l'Afrique continue à être un canal de communication efficace, avec plus de 335 000 visites depuis sa création, assurant une bonne visibilité des programmes et réalisations en cours. Plus de 550 articles ont déjà été publiés en ligne sur les projets du FFUE. Le FFUE pour l'Afrique est également visible sur les réseaux sociaux grâce à des publications régulières et un hashtag efficace (4 000 apparitions du #AfricaTrustFund).

Les équipes du FFUE pour l'Afrique ont également développé, dans la deuxième partie de l'année, une exposition virtuelle présentant le travail accompli jusqu'à présent dans les quatre domaines stratégiques du FFUE pour l'Afrique. L'exposition sera lancée au début de l'année 2021. Parallèlement, les préparatifs ont commencé pour la production de vidéos promotionnelles sur les programmes du FFUE pour l'Afrique en 2021.

La Commission est en train d'élaborer un dossier pédagogique sur le rôle du FFUE pour l'Afrique et de ses partenaires de mise en œuvre en ce qui concerne le soutien aux migrants, aux réfugiés et les déplacés internes, dans les pays partenaires. Il sera diffusé au début de 2021 via le "Learning Corner" de l'UE, destiné aux enseignants et aux élèves de 15 à 18 ans de 15 000 écoles européennes.

Tout au long de l'année 2020, la campagne "No place like home" au Ghana, soutenue par l'initiative conjointe de l'UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants et financée par le FFUE

pour l'Afrique, a présenté des récits de rapatriés et partagé des informations précises sur les dangers de l'immigration clandestine, incitant les jeunes à rechercher des opportunités avant de se lancer dans un voyage périlleux.

Dans la région de la Corne de l'Afrique, plusieurs Délégations de l'UE ont lancé des initiatives pour aider à diffuser des informations précises sur la COVID-19 et à démystifier les fausses nouvelles. Au Burundi, la Délégation de l'UE a créé des vidéos de sensibilisation avec un célèbre comédien. En Somalie, la Délégation de l'UE a lancé une vidéo hebdomadaire sur les réseaux sociaux intitulée "Shaah (thé) avec l'Union européenne", qui, entre autres, vise à démystifier les informations sur le virus. Au Soudan du Sud, en partenariat avec l'UNICEF, la Délégation de l'UE a fourni 32 000 dépliants contenant des messages simples et des images sur la manière de prévenir la COVID-19 au personnel scolaire dans tout le pays.

Bien que plusieurs événements clés aient été reportés, la plupart des activités de communication au niveau du siège ont pu avoir lieu, même si en ligne. En juin, l'UE, l'Allemagne et les Nations Unies ont organisé conjointement la Conférence de partenariat pour le Soudan, au cours de laquelle les partenaires se sont engagés à verser un total de 1,6 milliard d'euros pour soutenir la transition politique au Soudan. Plusieurs activités de médias sociaux ont eu lieu autour de #TogetherWithSudan. En outre, la région du FFUE de la Corne de l'Afrique a également poursuivi sa tradition d'organiser des réunions avec la société civile, même si virtuellement. Le concours de photographie "Sight-by-Side" a également lancé sa deuxième édition cette année. S'adaptant aux restrictions actuelles, cette édition, qui aura lieu à Djibouti au début de 2021, n'était ouverte qu'aux photographes déjà basés dans le pays.

Dans la région de l'Afrique du Nord, le FFUE pour l'Afrique a lancé plusieurs campagnes de sensibilisation avec ses partenaires d'exécution afin de diffuser des informations exactes sur la COVID-19 et de démystifier les fausses nouvelles. Des médias sociaux et des brochures d'information ont été utilisés pour expliquer comment prévenir la COVID-19 dans tout le pays.





CHAPITRE 2



ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS



2.1 SAHEL ET LAC TCHAD



6 500
Emplois créés

BURKINA FASO

537 600
Personnes bénéficiant de services liés à la sécurité alimentaire

27 300
Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

CAMEROUN

210 700
Services sociaux de base fournis

25 600
Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

TCHAD

329 000
Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

1 200
Emplois créés

GUINÉE

15 000
Migrants de retour bénéficiant d'une assistance post-arrivée

67 000
Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

MALI

2 191 800
Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

13 400
Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

MAURITANIE

49 000
Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

11 800
Emplois créés

NIGER

41 600
Retours volontaires soutenus

477 500
Personnes bénéficiant de services liés à la sécurité alimentaire

NIGERIA

560 800
Services sociaux de base fournis

4 400
Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) créées ou soutenues

SÉNÉGAL

454 100
Personnes ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle

89 200
Personnes atteintes par les campagnes d'information sur les migrations

GAMBIE

3 900
Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP)

RÉGIONAL



29 113
Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus



541 644
Personnes atteintes par les campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux



27 431
Migrants de retour bénéficiant d'une assistance post-arrivée



23 667
Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

Tableau 1. Montants approuvés par pays en 2020 pour la fenêtre du Sahel et du Lac Tchad (en millions d'euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Burkina Faso				19,6		19,6
Tchad		4,3				4,3
Côte d'Ivoire	25,0			5,0		30,0
Gambie	1,0					1,0
Guinée		8,0		5,0		13,0
Mali		6,6	1,4	16,1		24,1
Niger	8,0	7,0	7,0	20,5		42,5
Nigeria				50,0		50,0
Régional		28,9		12,5		41,4
TOTAL	34,0	54,8	8,4	128,7		225,9

2.1.1 La région en un coup d'œil

La situation dans la région du Sahel et du lac Tchad a continué à se détériorer en 2020, puisque des attaques terroristes ont commencé à menacer également les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. La violence croissante et l'insécurité généralisée ont provoqué des vagues sans précédent de déplacements forcés dans la région et, en octobre 2020, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP) a atteint 1,9 millions dans le Sahel central, soit une augmentation de 57% depuis janvier 2020,¹² et environ 2,9 millions dans le bassin du lac Tchad.¹³

Les déplacements massifs, combinés au changement climatique, à la croissance démographique rapide, à la pauvreté endémique et à la pandémie de la COVID-19, ont aggravé la pression préexistante et ont eu un impact croissant sur les migrations et les conflits. Les insurrections et les interventions militaires au Mali et au Nigeria, la montée de la violence et les troubles sociaux au Burkina Faso et au Cameroun, l'instabilité structurelle et la menace croissante d'un extrémisme violent dans un certain nombre de pays ont entraîné une augmentation du nombre de personnes dans le besoin d'aide, qui a atteint 24 millions en décembre 2020.¹⁴

La pandémie mondiale de la COVID-19 a touché la région du Sahel et du lac Tchad à la fin du mois de fé-

vrier, lorsqu'un premier cas a été enregistré au Nigeria. Même si le nombre de contaminations par la COVID-19 est plus faible que dans d'autres régions du monde, les mesures prises pour limiter la propagation de la maladie ont eu un impact socio-économique grave sur la population, en particulier pour les classes inférieures et moyennes. Ces mesures ont également eu des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire dans toute la région, car les restrictions de mouvements ont éloigné les agriculteurs de leurs terres et les ont empêchés de fournir leurs denrées alimentaires.

Les fermetures de frontières et les restrictions de voyage liées à la pandémie dans la majeure partie de la région de l'Afrique de l'Ouest ont eu un impact significatif sur la mobilité régionale et ont eu pour conséquence que des milliers de migrants et de réfugiés se sont retrouvés bloqués aux frontières, dans les ports et dans les camps de transit de la région. Les mesures restrictives ont également entravé l'accès humanitaire à certaines zones, entraînant une détérioration des conditions de vie des migrants en détresse, des personnes déplacées et des réfugiés. L'effet combiné de la COVID-19 et de la montée de la violence a mis à rude épreuve les services de santé, en particulier dans certaines régions du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, du

12 <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/83361>

13 <https://reliefweb.int/report/nigeria/regional-displacement-tracking-matrix-dtm-lake-chad-basin-crisis-monthly-dashboard-24>

14 Altai Q1 2020, p.7 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf>

Niger et du Nigeria, où de nombreux centres de santé soit étaient fermés, soit ne fonctionnaient pas correctement en raison d'attaques terroristes.

Six pays de la région ont organisé des élections en 2020, dont la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Ghana, le Togo et le Niger. Dans certains de ces pays, les processus électoraux ont continué à souffrir d'un manque de consensus et ont alimenté des tensions politiques.

Entre janvier et juillet 2020, 3 269 personnes ont atteint par bateau les îles Canaries de manière irrégulière depuis les côtes d'Afrique de l'Ouest (la route maritime d'Afrique de l'Ouest). Cela représente une augmentation de 578% des arrivées par rapport à la même période en 2019. Parallèlement, le nombre de bateaux observés en traversée vers les îles Canaries a augmenté de 144% au cours de cette même période. Quels que soient les risques et malgré le très faible taux de réussite des tentatives de traversée, une grande partie des migrants ont fait connaître leur intention de prendre cette route vers les îles Canaries.¹⁵ La migration est considérée comme un chemin vers le succès, et la route maritime d'Afrique de l'Ouest est considérée comme un passage possible vers leur destination.

2.1.2 Principaux résultats obtenus dans la région

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, les programmes de soutien à l'emploi représentent près de 363 millions d'euros de projets.

En 2020, les projets du FFUE pour l'Afrique visant à promouvoir les opportunités d'emploi ont continué à renforcer la résilience des acteurs économiques face aux crises sanitaires et économiques. Il s'agissait également de maintenir des emplois et de réduire les pertes de revenus tout en favorisant l'acquisition de nouvelles compétences par les jeunes.

Au cours du premier semestre 2020, **13 045** nouveaux emplois et **4 172** Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) ont été créés et ont bénéficié d'une orientation ou d'une aide financière. En outre, plus de **23 425** personnes vulnérables ont été soutenues par des activités génératrices de revenus et **12 547** ont participé à des programmes de formation professionnelle et de développement des compétences.

Un large éventail de programmes de développement économique déploient une stratégie mixte combinant:

- ▶ des programmes de mesures actives en faveur du marché du travail, relatifs à l'emploi subventionné soit par des subventions salariales, soit par des programmes de travaux publics "cash for work", des programmes de travaux publics de courte durée (à base communautaire), des formations sur le lieu de travail, une éducation financière, des plans d'épargne et de soutien au développement des entreprises à l'emploi indépendant;

OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Citrine Corporation est une société basée en Côte d'Ivoire, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits agricoles. Mohamed Diaby et Ibrahim Traoré l'ont fondée alors qu'ils étaient encore étudiants :

Le soutien de Comoé Capital à travers le programme du FFUE nous permet de réduire la charge de travail de notre personnel. La charge de travail est moins lourde, mais nos employés gagnent beaucoup plus. Cela nous donne la possibilité d'augmenter leurs salaires. Ils comptent beaucoup sur nous et sur ce travail pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. Nous espérons que notre projet pourra montrer aux jeunes qu'il est possible de réussir chez soi, déclare Ibrahim.



Les deux jeunes entrepreneurs ont bénéficié du programme "Soutien aux entrepreneurs et aux très petites et moyennes entreprises en Afrique de l'Ouest", financé par le FFUE pour l'Afrique, un programme qui vise à accroître la création d'emplois stables et durables.

15 <https://migration.iom.int/reports/west-and-central-africa---irregular-migration-towards-europe-irregular-migration-canary>

- ▶ des programmes d'enseignement et de formation professionnels en alternance visant à améliorer l'employabilité des personnes les plus vulnérables et des jeunes dans des secteurs utilisant des données sur l'évaluation des lacunes en matière de compétences et proposant des stages en entreprise ;
- ▶ un soutien à l'emploi indépendant et aux "programmes d'entrepreneuriat" pour les artisans (par exemple, encadrement, tutorat et assistance technique, petites subventions, accès au financement) ;
- ▶ un soutien au développement et à la croissance des PME et des pépinières d'entreprises (par exemple, par une assistance technique sur mesure, de petites subventions, l'accès au financement et l'amélioration de l'accès aux chaînes de valeur locales) ;
- ▶ un renforcement du rôle des organisations de soutien aux entreprises et un encouragement de l'intermédiation financière pour les petites entreprises et les particuliers (par exemple, accès au financement numérique et soutien au développement de nouveaux produits financiers répondant aux besoins des plus vulnérables).

Renforcer la résilience des communautés

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, le portefeuille de résilience s'élève aujourd'hui à près de 500 millions d'euros de projets. Cette contribution significative s'est avérée d'une importance vitale compte tenu de la dégradation actuelle du contexte au Sahel et au lac Tchad. Dans la région du Sahel, les conflits armés et les attaques contre les civils ont provoqué le déplacement de près de trois millions de personnes dans toute la région, avec une augmentation exponentielle en 2020 ; au Burkina Faso, le nombre de personnes déplacées de force est passé de 613 792 en janvier 2020 à 1 054 085 à la fin octobre. Cela a créé une situation sans précédent, vu que la région est également touchée par une crise alimentaire d'une ampleur exceptionnelle, qui a plongé 17 millions de personnes dans une grave insécurité alimentaire dans toute l'Afrique de l'Ouest.

La pandémie de COVID-19 a aggravé cette situation en limitant l'activité du marché et en gonflant les prix des produits de base, menaçant ainsi les moyens de subsistance de

millions de personnes. En réponse à cette crise multidimensionnelle, le FFUE pour l'Afrique a débloqué 20 millions d'euros pour la nutrition et les activités de redressement en juillet 2020. Cette action vise en particulier les enfants âgés de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes. À la fin de 2020, **20 000** personnes avaient déjà bénéficié d'une assistance nutritionnelle. En outre, le Programme de développement d'urgence pour les régions frontalières du Sahel (PDU), dont les projets de résilience s'élèvent à 147 millions d'euros dans toute la région, a adapté ses projets à la crise multidimensionnelle comme suit : (i) en intensifiant la distribution d'argent liquide aux populations vulnérables et déplacées ; (ii) en élaborant des

RENFORCER LA RÉSILIENCE

Je suis très heureuse d'avoir reçu cette aide financière. J'en avais vraiment besoin. Depuis le décès de mon mari, il n'a pas été facile pour moi et mes enfants de nous en sortir, puisque je ne reçois aucun soutien en dehors de celui de mes voisins. Mon mari m'a laissé un terrain, mais je n'avais pas les moyens de cultiver une grande parcelle de terre. Grâce à ce soutien financier, je vais pouvoir pratiquer une agriculture de subsistance



Maliane est bénéficiaire du Programme de développement d'urgence pour la stabilisation des zones frontalières du G5 au Sahel. Ce programme, financé dans le cadre du FFUE pour l'Afrique, vise à promouvoir l'accès des ménages très vulnérables à un système de protection sociale par la distribution d'argent liquide, et à préserver et promouvoir les moyens de subsistance des ménages très pauvres.

kits d'hygiène COVID-19 et des campagnes de sensibilisation ; et (iii) en mettant en place des projets d'infrastructures concernant l'eau. De nombreux projets ont dû adapter les zones d'intervention en raison de la détérioration du contexte sécuritaire et des déplacements de population qui en découlent. Cette réactivité est rendue possible par l'approche progressive et flexible du FFUE pour l'Afrique, basée sur une analyse et un suivi approfondis du contexte d'intervention.

Amélioration de la gestion des migrations

Au cours du premier semestre 2020, **54** institutions et acteurs non étatiques ont été directement renforcés par le développement des capacités ou le soutien opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations. En outre, **270** personnes ont été formées à la gestion des migrations.

Au 30 juin 2020, **210** étudiants et membres du personnel universitaire, notamment du Ghana et de la Côte d'Ivoire, ont bénéficié du soutien du FFUE pour l'Afrique dans le cadre du programme Erasmus+. En juin 2020, 85 projets de membres de la diaspora avaient été soutenus au Sénégal et au Mali.

En 2020, l'Initiative conjointe de l'UE et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Mécanisme de Transit d'Urgence du HCR (ETM) ont continué à soutenir les migrants et les réfugiés les plus vulnérables. De mai 2017 à fin octobre 2020, l'initiative conjointe UE-OIM a soutenu le retour volontaire de **61 632** migrants de Libye (**30 658**), du Niger (**27 294**) et d'autres pays de transit et de destination, dont le Mali (**2 501**). Dans les pays d'origine de la région, l'Initiative conjointe a fourni une assistance à **87 858** migrants à l'arrivée dont le retour a été soutenu par le FFUE pour l'Afrique ou d'autres donateurs. Depuis le début de la crise de la COVID-19, des couloirs humanitaires spécifiques ont été mis en place. Ceux-ci ont permis de soutenir le retour de **5 000** migrants bloqués aux frontières ou dans les pays. En outre, des mesures de prévention et d'atténuation pour répondre à la crise de la COVID-19 ont été mises en œuvre conjointement avec les autorités locales afin de protéger et de soutenir les migrants et la population en général. Ces mesures comprennent des activités de sensibilisation à la COVID-19, la fourniture d'équipements de protection individuelle et des formations dans les centres de transit ou aux frontières.



En novembre 2020, dans le cadre du ETM, **3 746** personnes avaient été évacuées de Libye vers le Niger (**3 361**), et le Rwanda (**385**). Malgré la suspension des opérations d'évacuation et de réinstallation en raison de la COVID-19 en avril, les opérations de réinstallation vers des pays tiers ont repris en août et les vols d'évacuation de Libye en octobre 2020. Au total, **6 181** personnes ont été présentées pour la réinstallation depuis la Libye et le Niger vers 13 États de réinstallation, et **3 749** réfugiés sont partis du Niger et du Rwanda vers la Belgique, le Canada, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Tout au long de la pandémie de COVID-19, des kits d'hygiène, comprenant des savons, du gel hydroalcoolique et des masques faciaux ont été produits conjointement par les personnes évacuées, les réfugiés et les représentants des communautés d'accueil dans le cadre du programme ETM cofinancé par le FFUE pour l'Afrique. Pour soutenir la coexistence pacifique entre les communautés d'accueil et les réfugiés, le FFUE pour l'Afrique gère, en collaboration avec les communautés d'accueil, des activités telles que la petite agriculture, des projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de santé primaire ainsi que des activités de loisirs.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Les actions du FFUE en matière d'amélioration de la gouvernance et de prévention des conflits peuvent être divisées en trois grandes catégories : (i) le soutien aux forces de sécurité intérieure (formation et équipement) ; (ii) des activités spécifiques sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix ; et (iii) le soutien aux institutions régionales et nationales.

Soutien aux forces de sécurité intérieure du G5 Sahel

Une grande partie des actions du FFUE pour l'Afrique consiste à apporter un soutien aux forces de sécurité intérieure dans les domaines de la prévention des conflits, de la sécurité et des droits de l'homme dans la région du Sahel. Ce soutien prend généralement la forme de formation et de construction d'infrastructures.

En juin 2020, le FFUE pour l'Afrique avait soutenu la formation de **30 647** personnes dans ces domaines. Les forces de sécurité locales et nationales représentent une part importante (22%) des personnes formées ; elles font l'objet de huit programmes actuellement en cours de

mise en œuvre. La formation vise non seulement à aider les forces de sécurité à atteindre leur capacité opérationnelle, mais aussi à s'assurer qu'elles respectent les droits de l'homme et le droit international humanitaire pendant les opérations et à instaurer la confiance avec les populations dans les zones d'intervention.

L'un des programmes phares est le Groupes d'interventions rapides – surveillance et intervention (GAR-SI), qui couvre les pays du G5 Sahel et le Sénégal. Jusqu'à présent, le programme a permis de mettre en place six unités qui ont mené des missions de surveillance et d'intervention en 2020.

GESTION DES FLUX MIGRATOIRES

Aliou Sisawo est l'un des bénéficiaires de l'initiative conjointe UE-OIM. Après avoir passé plus de 4 ans en Libye à tenter sans succès de traverser la Méditerranée, il est rentré chez lui en Gambie en 2017.

Mon retour a apporté de la joie à ma famille. De retour dans ma ville natale, avec le soutien de l'Initiative conjointe UE-OIM, j'ai ouvert une épicerie et je me suis inscrit à un programme de soins infirmiers au Gambia College. J'ai utilisé les bénéfices pour subvenir aux besoins de base de ma famille et pour mes études universitaires. J'ai également utilisé les bénéfices pour ouvrir deux autres magasins. Je suis fier de moi et je peux dire que je suis maintenant un jeune homme riche.



Depuis mai 2017, l'Initiative conjointe UE-OIM a aidé plus de 86 300 migrants à bénéficier d'une assistance post-arrivée et d'une aide à la réintégration lors de leur retour volontaire dans la région du Sahel et du lac Tchad, et leur a fourni un soutien économique, social et psychologique.



Un autre programme, le programme Équipe Conjointe d'Investigation au Niger, a permis d'enquêter sur **272** cas depuis 2017. En 2020, les enquêtes ont abouti à l'emprisonnement de **58** suspects, à la mise au jour de **98** réseaux de trafic et à la saisie de **53** véhicules. Sur la base de ces résultats, des initiatives similaires, appelées partenariats opérationnels communs, ont été lancées au Sénégal et au Mali.

En plus des formations dispensées, des programmes financés par le FFUE et destinés aux forces de sécurité intérieure ont permis de construire des infrastructures et de fournir des équipements. En juin 2020, **52** infrastructures destinées à renforcer la gouvernance avaient été construites, dont **33** infrastructures de sécurité destinées à soutenir les forces nationales dans leurs opérations et à se redéployer dans les zones où les forces de l'État n'étaient plus présentes.

Engagement dans des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Malgré un large engagement des forces de sécurité étrangères nationales soutenues par l'UE dans la lutte contre le terrorisme, les groupes extrémistes violents se sont montrés de plus en plus résistants, comme en témoignent la persistance des attentats et l'expansion de leur influence dans la région. Pour

faire face à cette situation, le FFUE pour l'Afrique finance des programmes destinés à prévenir la diffusion de discours violents et à soutenir les activités de prévention et de résolution des conflits. Ces programmes visent à répondre aux griefs et au manque de cohésion entre les communautés, qui tendent à alimenter l'adhésion à des groupes armés/terroristes non étatiques. En 2020, **127 324** personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Le Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent (PVE) au Burkina Faso a par exemple soutenu le développement de **13** protocoles sur l'utilisation des terres dans le district de Seno au cours du premier trimestre 2020. Il a touché **31 417** personnes (parmi lesquelles des chefs religieux, des jeunes et des populations vulnérables) par le biais d'activités visant à améliorer leur résilience à l'extrémisme violent.

Soutien aux institutions régionales et nationales au Sahel

Plusieurs programmes du FFUE pour l'Afrique soutiennent des institutions liées à la sécurité ou à la justice, tant au niveau national que régional. Au niveau régional, le Programme d'appui au G5 Sahel (PAGS) apporte un soutien important à plusieurs structures au sein de l'organisation, dont le Secrétariat permanent. L'année 2020 a vu la

montée en puissance de la phase II du programme PAGES, qui a pris la forme d'une continuité des activités de soutien au Collège de Sécurité sahélien et d'un nouveau soutien aux piliers de la gouvernance et de l'infrastructure du Secrétariat exécutif du G5.

L'initiative Appui à la justice, sécurité et à la gestion des frontières au Niger a aidé le gouvernement nigérien à adopter un certain nombre de mesures visant à améliorer la gestion des frontières et des migrations ainsi que l'accès à la justice. En matière d'accès à la justice, des fonds ont été mis à disposition pour la formation, l'équipement et le redéploiement du système judiciaire et pénal, tandis qu'un certain nombre de tribunaux ont été construits ou réhabilités. En outre, **40** missions d'inspection ont été menées dans tout le pays dans les tribunaux et les prisons afin d'assurer une meilleure coordination entre les tribunaux ordinaires et les cours d'appel. Enfin, un peu plus de **1 400** personnes ont bénéficié d'une assistance juridique, ce qui marque une nette amélioration de l'accès à la justice.

La voix des jeunes du Sahel a favorisé l'intégration des jeunes ouest-africains dans les processus de décision politique et socio-économique grâce à un dialogue entre les jeunes et les institutions gouvernementales.

Femmes et jeunesse

L'un des principaux objectifs des interventions multidimensionnelles du FFUE pour l'Afrique est de mieux répondre à la nécessité de faire correspondre les compétences des jeunes aux besoins du marché du travail local. Augmenter la participation économique des jeunes reste crucial pour un développement inclusif, pour créer des alternatives à la migration irrégulière et pour empêcher aux propos radicaux de gagner du terrain.

Les programmes financés par le FFUE pour l'Afrique mettent fortement l'accent sur l'augmentation des opportunités pour les femmes et les jeunes, en tenant compte de leur situation et de leurs besoins spécifiques. Au 30 juin 2020, **2 889 901**¹⁶ jeunes bénéficiaires avaient été soutenus par le FFUE pour l'Afrique. Les jeunes ont représenté 24% des bénéficiaires des programmes de création d'emplois au cours du premier semestre 2020. En outre, plus de **39 746** personnes ont

bénéficié d'une formation professionnelle et/ou d'un développement des compétences. En outre, près de la moitié des participants aux activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix dans la région, soit un total de **4 494 390** personnes, étaient des jeunes.

En 2020, les femmes représentaient près de 40% des bénéficiaires dans la région du Sahel et du lac Tchad, et restent les principales bénéficiaires des activités liées à la résilience du FFUE pour l'Afrique, y compris dans les régions les plus fragiles. Les femmes ont notamment bénéficié de l'aide du FFUE pour développer des activités génératrices de revenus.

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE

L'un des principaux résultats de La voix des jeunes du Sahel est la création d'un réseau unique de 1 250 représentants d'organisations de jeunesse. Mis en œuvre par le Centre pour le Dialogue Humanitaire et financé par le FFUE pour l'Afrique, le projet a favorisé l'intégration des jeunes ouest-africains dans les processus décisionnels politiques et socio-économiques grâce au dialogue entre les jeunes et leurs institutions gouvernementales.

Seidou Legrene, un jeune bénéficiaire du Burkina Faso, membre du Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso, déclare:

C'est grâce à ce projet que certains jeunes ayant le statut socio-économique le plus bas ont pu entrer en contact avec leurs autorités, promouvoir le dialogue et faire connaître leurs besoins, tout en bénéficiant d'opportunités de renforcement des capacités et de networking.



¹⁶ Certains des bénéficiaires comptés dans ce chiffre peuvent avoir été bénéficiaires de plus d'une activité du FFUE. Les jeunes sont également les bénéficiaires directs d'un certain nombre d'activités pour lesquelles il n'a pas été possible d'obtenir une ventilation jeunes/non jeunes et ainsi ils n'ont donc pas été inclus dans ce chiffre

2.1.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020

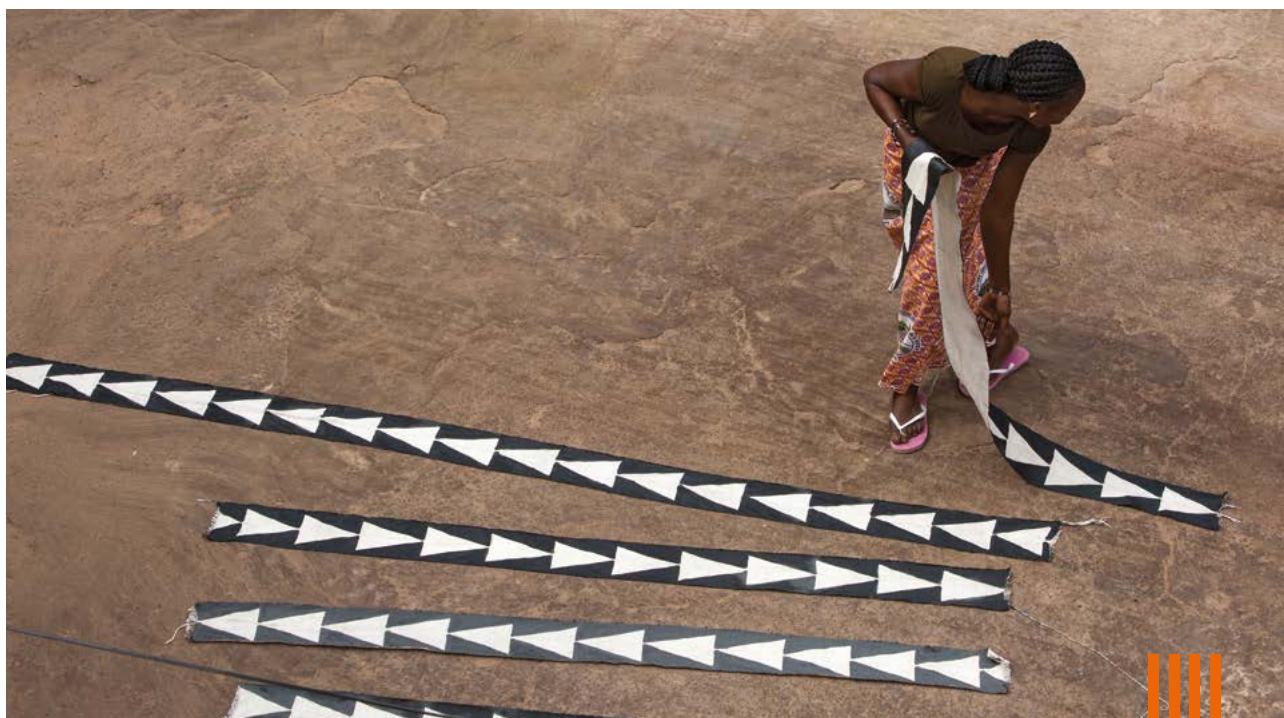
En 2020, la fenêtre Sahel et lac Tchad a approuvé 15 nouvelles actions et 10 compléments budgétaires pour un total de **225,9 millions d'euros**. Au 31 Décembre 2020, 111 actions d'un montant de 2 144 millions d'euros ont été approuvées pour cette fenêtre, dont 2 086.1 millions d'euros ont fait l'objet de contrats. Les États membres et d'autres donateurs ont contribué à cette fenêtre à hauteur de 18.8 million millions d'euros en 2020.

Tout au long de l'année, la violence croissante et les déplacements forcés de masse ont entraîné une augmentation des niveaux d'insécurité dans la région. Afin d'améliorer la gouvernance et de renforcer la cohésion sociale, 57% des actions du FFUE pour l'Afrique approuvées en 2020 étaient orientées vers cet effort de stabilisation.

Une attention particulière a été consacrée à l'aide aux migrants bloqués en raison de la fermeture des frontières et à l'aide aux populations vulnérables ou déplacées à l'intérieur du pays, profondément touchées par les multiples crises. 24% des nouvelles actions du FFUE pour l'Afrique ont été engagées pour renforcer la résilience des bénéficiaires en soutenant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en protégeant les moyens de subsistance vulnérables et en promouvant des régimes de protection sociale pour les plus vulnérables et pour les personnes dé-

placées, les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Dans cet esprit, le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel a reçu 8,9 millions d'euros supplémentaires, et le programme Réponse à la crise nutritionnelle au Sahel central (CRIALCES), d'une valeur de 20 millions d'euros, a été lancé pour faire face à la situation nutritionnelle alarmante et à l'augmentation attendue des cas de malnutrition aiguë suite à la crise de la COVID-19. 7% des programmes adoptés pour 2020 ont été consacrés au soutien de la gestion des migrations et à la protection et l'assistance des personnes en déplacement au Mali et au Niger.

Le FFUE pour l'Afrique a soutenu la réponse à la pandémie et a aidé les pays partenaires à faire face à ses conséquences économiques, comprenant notamment la contribution de 50 millions d'euros au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour mettre en œuvre un "Plan de riposte unique des Nations Unies à la COVID-19 au Nigeria". L'objectif du programme est d'assurer une prise en charge optimale des cas confirmés de COVID-19 et de contenir la propagation de l'épidémie grâce à une réponse COVID-19 inclusive et nationale. Les nouvelles actions de soutien à la reprise économique, visant à accroître les possibilités d'emploi et à faire correspondre les compétences des jeunes aux besoins du marché du travail, ont représenté jusqu'à 15% des actions approuvées en 2020.





2.2 CORNE DE L'AFRIQUE



81 400

Personnes atteintes par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

DJIBOUTI

16 300

Fournitures liées à la pandémie effectuées

2 492 600

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

ÉTHIOPIE

35 800

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

63 000

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

KENYA

75 000

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

553 000

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

SOMALIE

36 900

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et déplacés internes protégés et/ou assistés

8 200

Emplois créés ou soutenus

SOUDAN

1 055 200

Personnes ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle

2 508 400

Services sociaux de base fournis

SOUDAN DU SUD

28 200

Emplois créés

11 400

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

OUGANDA

10 200

Personnel formés sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme

RÉGIONAL



19 200

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus



487 900

Personnes atteintes par les campagnes de sensibilisation aux pratiques de renforcement de la résilience et aux droits fondamentaux



11 000

Migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration



80 900

Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

Tableau 2. Montants approuvés par pays en 2020 pour la fenêtre de la Corne de l’Afrique (en millions d’euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d’emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Erythrée	5,0	6,6	2,5	12,2		26,3
Ethiopie	3,0		3,0			6,0
Somalie	6,7	8,9	1,7	7,3		24,6
Soudan du Sud	5,0	8,9				13,8
Soudan	22,5	87,7	10,0	10,0	0,8	131,0
Régional	1,7	4,2	1,7		2,9	10,4
TOTAL	43,9	116,3	18,8	29,5	3,7	212,15

2.2.1 La région en un coup d’œil

Le début de la pandémie de COVID-19 a encore aggravé les fragilités dans toute la région déjà affectée par des sécheresses et des inondations consécutives, des conflits et l’insécurité, des crises prolongées de réfugiés et de déplacements internes et la pire invasion de criquets pèlerins depuis des décennies. Début décembre, plus de 230 000 cas¹⁷ de COVID-19 avaient été signalés dans la Corne de l’Afrique, mais compte tenu des capacités de dépistage limitées, ces chiffres ne reflètent peut-être pas le taux d’infection réel. Tous les pays de la région souffrent d’une grave pénurie de soins et d’équipements médicaux, tandis que l’accès aux services de base a été entravé par des couvre-feux et des confinements, et que plusieurs événements politiques importants ont été reportés, notamment les élections générales en Éthiopie.

Dès le mois d’avril, l’UE a intensifié ses efforts pour soutenir les pays partenaires dans leur lutte contre la pandémie. À lui seul, le FFUE pour l’Afrique a fourni un total de 56,1 millions d’euros pour soutenir les systèmes de santé des pays de la région et 144,05 millions d’euros pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

Malgré les défis occasionnés par la COVID-19, les pays de la région ont réagi rapidement et ont imposé des mesures pour contenir le virus,

étant tous confrontés aux conséquences socio-économiques de la pandémie. Le Kenya, l’une des économies à la croissance la plus rapide d’Afrique et membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies à partir de janvier 2021, a vu son taux de croissance baisser, passant de 6,1% à 2,5% pour 2020, ce qui en fait la pire année pour le pays depuis plus d’une décennie.

Avant la pandémie, en février 2020, le Président du Soudan du Sud Salva Kiir et le chef de l’opposition Riek Machar ont formé un gouvernement de transition, une étape fondamentale après la signature de l’accord de paix en 2018.

En octobre 2020, le Gouvernement de Transition du Soudan et la majorité des groupes d’opposition armés ont signé un accord de paix historique à Juba, au Soudan du Sud. Ce fut une autre étape capitale dans la transition politique du pays, dont l’UE est l’un des principaux promoteurs. En juin, l’UE, l’Allemagne et les Nations Unies ont organisé conjointement la conférence sur le partenariat avec le Soudan. Les partenaires ont promis un total de 1,6 milliard d’euros, avec Team Europe - qui comprend les institutions et les États membres de l’UE - fournissant 770 millions d’euros pour le seul financement du développement et de l’aide humanitaire.

17 The IOM East and Horn of Africa COVID-19 Situation Report, 2 December 2020.

En novembre 2020, la Commissaire aux Partenariats Internationaux, Jutta Urpilainen a lancé, avec les Ministres des affaires étrangères du Soudan et du Soudan du Sud, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et le Secrétaire exécutif de l'IGAD, une initiative régionale visant à rechercher des solutions durables pour les réfugiés, les personnes déplacées, les rapatriés et les communautés d'accueil au Soudan et au Soudan du Sud. Le même mois, la tension croissante entre le Gouvernement fédéral éthiopien et le Front Populaire de Libération du Tigré, encore alimentée par le retard des élections dû à la pandémie, a dégénéré en violence. Le conflit armé interne au Tigré a conduit des dizaines de milliers d'Éthiopiens à se réfugier au Soudan les cas signalés de violations du droit humanitaire international suscitent de plus en plus d'inquiétudes, tout comme la situation des réfugiés érythréens accueillis dans cette région.

L'Ouganda s'est montré à la hauteur de sa réputation d'hospitalité et a continué à accepter de nouvelles arrivées de réfugiés dans le contexte de la pandémie. Toutefois, à l'approche des élections qui se tiendront en janvier 2021, le pays a été le théâtre d'émeutes et de chaos.

La Somalie était sur le point d'organiser sa première élection entièrement démocratique, une personne - un vote, depuis 1969 - au lieu du modèle complexe de vote indirect existant. Cependant, le gouvernement fédéral et ses États membres ne sont pas parvenus à un accord et ainsi les élections de février 2021 se dérouleront toujours selon l'ancien système.

Le HCR estime à 8 millions le nombre de personnes déplacées et à 4,6 millions le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs. Depuis le début de la pandémie, le nombre de personnes quittant la région a fortement diminué suite à l'application des restrictions de mouvements internes et transfrontaliers, avec de nombreux migrants bloqués dans la Corne de l'Afrique et les régions voisines.

2.2.2 Principaux résultats obtenus dans la région

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Le nombre d'emplois créés ou soutenus par les activités du FFUE est resté inchangé avec la crise de la COVID-19. Jusqu'en juin 2020, **9 800** nouveaux emplois ont été créés ou maintenus,

POUR BEZA, L'ÉVACUATION DE LA LIBYE SIGNIFIAIT QU'ELLE AVAIT UNE CHANCE DE VIVRE À NOUVEAU

Toute mauvaise chose qui peut m'arriver dans la vie ne peut égaler mes expériences inhumaines vécues sur la route et en Libye, se souvient Beza*, une réfugiée éthiopienne de 18 ans qui vit actuellement dans le centre du Mécanisme de Transit d'Urgence (ETM) au Rwanda.



En raison de préjugés discriminatoires mettant sa vie en danger, sa mère a fui au Soudan alors que Beza n'était qu'un bébé. Sa mère est décédée lorsqu'elle avait 15 ans. Beza s'est inquiétée pour son avenir et a accepté l'aide d'un ami de la famille, qui a trouvé un accord avec un passeur pour l'envoyer en Libye. Au cours de son voyage, elle a survécu à des expériences horribles, notamment la traite des êtres humains, le viol et la torture. Actuellement, Beza attend d'être réinstallée au Canada et rêve d'avoir sa propre entreprise :

J'imagine toujours assortir des vêtements différents et me coiffer. Ce serait formidable de faire cela pour d'autres femmes et de les faire se sentir bien.

Cette année, le FFUE pour l'Afrique a complété sa contribution au Mécanisme de Transit d'Urgence du HCR au Rwanda par un montant supplémentaire de 2,5 millions d'euros, portant sa contribution totale à 12,8 millions d'euros. L'ETM offre une voie de sauvetage hors de la Libye pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale, en vue de leur réinstallation ultérieure.

*nom modifié

un nombre similaire aux périodes précédentes, ce qui porte le total à près de **79 800** emplois. Plus de **57 400** ont bénéficié d'une formation professionnelle (EFTP) et d'un développement des compétences, tandis que **6 281** micro, petites et moyennes entreprises ont été créées ou soutenues jusqu'à présent. La plus grande partie des emplois créés ou soutenus jusqu'à présent par le FFUE pour l'Afrique (35%) est due au programme *IMPACT* au Soudan du Sud, qui a versé des subventions à plus de **28 200** enseignants du primaire au cours des deux dernières années.

Renforcer la résilience

Cette année, compte tenu des perturbations causées par la COVID-19, les activités de renforcement de la résilience financées par le FFUE ont encore été intensifiées pour répondre aux défis croissants. Fin juin 2020, moins de quatre mois après le premier cas de COVID-19 signalé dans la Corne de l'Afrique, les projets avaient déjà distribué plus de **46 900** fournitures liées à la pandémie, telles que des équipements de protection individuelle et du matériel hospitalier. Au cours de cette période, plus de **18 600** personnes ont bénéficié des activités d'intervention de riposte à la COVID-19 du FFUE, qui comprenaient notamment des équipements, des transferts d'argent et des traitements médicaux. À ce jour, **5,4 million** de personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base grâce aux programmes du FFUE pour l'Afrique dans la région, tandis que **3,9 million** ont reçu une aide liée à la sécurité alimentaire. Cette année, le FFUE pour l'Afrique a également approuvé le programme EQUIP (Education Quality Improvement Programme) de 15 millions d'euros pour le Soudan du Sud. Ce programme contribuera à élargir l'accès et à améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans les écoles primaires du pays, en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables tels que les personnes déplacées de force et les réfugiés, notamment les filles.

Gérer les flux migratoires

Sur les **10 700** retours volontaires soutenus à ce jour, **1 500** ont eu lieu entre janvier et juin 2020. Au total, **16 700** rapatriés ont bénéficié d'une aide à la réintégration, telle qu'une assistance immédiate à l'arrivée, une assistance psychosociale, une formation professionnelle, une instruction ou une

DE CHAMPIONS DE LA PAIX À CHAMPIONS DE COVID-19

Le projet "Approches régionales pour la gestion des conflits et l'intégration durables (RASMI)", mis en œuvre par l'ONG internationale PACT, travaille avec les communautés frontalières du Triangle de Mendera, une région transfrontalière entre le Kenya, la Somalie et l'Éthiopie, qui connaît régulièrement des flambées de conflit et d'instabilité politique. Ce projet, qui fait partie du programme transfrontalier plus large du FFUE, adopte une approche participative, en faisant appel à des personnes d'influence locales afin de susciter des changements au sein de leurs communautés et d'en assurer la durabilité.

Lorsque la pandémie a frappé la région, les partenaires frontaliers sont passés d'être champions de la paix à être des champions dans la lutte contre la COVID-19. Rejoints par des agents de santé publique, ils ont participé à des campagnes de sensibilisation en utilisant la radio, des expositions itinérantes et des panneaux d'affichage. En quatre semaines, on estime que 165 000 auditeurs de ces zones transfrontalières ont écouté les émissions de radio. Les gens ont également eu la possibilité de poser des questions, ce qui a constitué une occasion unique de détruire les mythes. La tournée s'est arrêtée à 129 endroits, dont des centres de santé, des marchés et des centres commerciaux, touchant plus de 15 000 personnes. Des messages vocaux enregistrés partagés sur Facebook et WhatsApp ont également été utilisés.

Il faut plus de messages dans les dialectes locaux pour sensibiliser continuellement la communauté à travers ces messages de santé corrects et importants, a déclaré Abdirahman Mudow, un aîné de Mendera, à propos du message vocal qu'il a reçu.



aide médicale. Le programme “*Meilleure gestion des migrations*” a aidé plus de **11 000** représentants des départements d’État, par le biais d’ateliers et d’autres événements, à développer et à améliorer les politiques migratoires nationales ainsi que les structures de gestion et de coordination des migrations.

Depuis l’apparition de la COVID-19, l’Initiative Conjointe UE-OIM a travaillé avec les gouvernements pour aider les migrants et les rapatriés vulnérables. Au Soudan, par exemple, le programme a étendu l’assistance psychosociale via le télé-conseil aux rapatriés et aux migrants dont la situation s’est aggravée en raison de la pandémie.

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Les conflits dans la Corne de l’Afrique ont continué à résulter d’une combinaison de conflits liés aux ressources et à la terre, de compétition pour le pouvoir politique et d’activités terroristes, encore plus tendus à cause de la COVID-19. Jusqu’en juin 2020 seulement, plus de **68 300** personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l’homme, ce qui représente 39,5% du total à ce jour (**172 600**). Grâce aux activités du FFUE pour l’Afrique, un total de **481** stratégies, lois, politiques et plans dans ces domaines ont été élaborés ou soutenus et près de **29 700** personnes ont été formées.

2.2.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020

Dès le début de la pandémie, plusieurs projets ont réorienté les activités vers la lutte contre la propagation du virus et l’atténuation de ses effets économiques. De nouveaux engagements, des réaffectations et des compléments ont été pris en tenant compte de ce défi. **12 nouveaux programmes et 13 compléments** ont été approuvés en 2020 pour un montant total de **212,15 millions d’euros**, portant le total des actions approuvées dans la région à 1 807,9 millions d’euros, dont 1 673 millions d’euros ont été contractés. Le montant des décisions approuvées et des compléments budgétaires comprenait un total de 17,6 millions d’euros d’engagements provenant de programmes précédemment approuvés qui ont eu lieu en 2020 et ont été réengagés dans le cadre de programmes existants ou nouveaux. La plupart des montants désengagés ont été réorientés vers la

riposte à la crise de la COVID-19 dans la région de la Corne de l’Afrique. Les États membres et d’autres donateurs ont contribué à cette fenêtre à hauteur de 6,6 millions d’euros en 2020.

Au Soudan du Sud, le programme *Health Pooled Fund III* a été complété par un montant supplémentaire de 8,9 millions d’euros pour aider à former les prestataires de soins de santé, fournir des équipements de base tels que des masques faciaux et renforcer les mesures préventives telles que les installations de lavage. En Somalie, 5 millions d’euros aideront des personnes parmi les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, notamment grâce à une surveillance sanitaire transfrontalière accrue et à une surveillance épidémiologique renforcée dans les établissements de santé.

Dans le cadre de l’engagement pris par l’UE lors de la Conférence de Partenariat avec le Soudan, quatre programmes d’un montant total de 65 millions d’euros contribueront à lutter contre la crise sociale et économique dans le pays, en se concentrant sur l’autonomisation des femmes et des jeunes, la réduction des inégalités sociales et la promotion de l’intégration économique. En outre, 20,2 millions d’euros seront consacrés à l’atténuation des graves lacunes en matière de gouvernance sanitaire, de surveillance épidémiologique et de préparation à la lutte contre la pandémie, dans le cadre d’un programme mis en œuvre par l’OMS. Enfin, 93 millions d’euros, dont 45 millions approuvés en 2020, seront consacrés au Programme de soutien aux familles géré par la Banque mondiale, qui contribuera à créer un filet de sécurité sociale pour amortir l’impact des réformes économiques sur les populations les plus vulnérables.

En Éthiopie, 6 millions d’euros ont été alloués à la riposte d’urgence à la pandémie de COVID-19 par le biais du programme *Urban Productive Safety Net* qui fournit un revenu aux travailleurs de l’économie informelle dans le pays.

Au niveau régional, 5 millions d’euros ont été alloués à l’Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et à ses États membres pour assurer la poursuite du dialogue et la mise en œuvre au niveau national des Protocoles sur la libre circulation des personnes et sur la transhumance.



2.3 AFRIQUE DU NORD



Plus de 4 millions

De personnes dans 29 municipalités libyennes ont un meilleur accès aux services sociaux de base

339 800

Articles non alimentaires et kits d'hygiène distribués

LIBYE

30 000

Migrants sensibilisés par une campagne d'information sur les risques liés à l'immigration irrégulière

6 235

Réfugiés et demandeurs d'asile évacués de Libye

7 600

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile informés de leurs droits d'accès aux services de santé

92

Professeurs et étudiants en droit ont reçu une formation sur le droit d'asile

MAROC

1 400

Migrants ont bénéficié d'une protection, d'une assistance avant le départ et d'une aide à la réintégration

19

Institutions et acteurs non étatiques soutenus en matière de protection et de gestion des migrations

700

Demandeurs d'asile et réfugiés ont eu accès à une assistance juridique

230

Institutions et acteurs non étatiques soutenus en matière de protection et de gestion des migrations

TUNISIE

63

Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) créées ou soutenues

135

Personnes ont bénéficié de formations professionnelles (EFTP) et/ou de développement des compétences

60

ONG sélectionnées comme partenaires locaux de mise en œuvre

8

Sous-projets sur l'employabilité des jeunes lancés

ÉGYPTE

41

Sous-projets sur les services de proximité et la sensibilisation lancés

RÉGIONAL



36 765

Migrants aidés à retourner dans leur pays d'origine grâce à une aide à la réintégration



129

Personnes ont bénéficié de programmes de migration légale et de mobilité

Tableau 3. Montants approuvés par pays en 2020 pour la fenêtre de l’Afrique du Nord (en millions d’euros)

Pays	Multiplier les opportunités économiques et d’emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Autre	TOTAL
Libye			76,2*			
Maroc						
Tunisie			9,3			
Egypte						
Régional			29,7		7,8	
TOTAL			115,2*		7,8	123*

* L’enveloppe totale des nouveaux programmes pour la Libye s’élève à 76,2 millions d’euros et comprend une réaffectation de 30 millions d’euros initialement alloués au programme de gestion des frontières de la Libye.

2.3.1 La région en un coup d’œil

En 2020, l’UE devait apporter une réponse globale aux défis de la région de l’Afrique du Nord pour sauver des vies, protéger les plus vulnérables, soutenir les communautés d’accueil, offrir des possibilités de mobilité sûre et organisée et s’attaquer aux conséquences de la pandémie de COVID-19.

Le nombre total d’arrivées en Europe par la route de la Méditerranée centrale en 2020 a atteint 35 200, contre 14 502 arrivées au cours de la même période en 2019 (soit une augmentation de 143%). Même si les chiffres restent sensiblement inférieurs à ceux de 2016–2017, les changements significatifs comprennent une plus grande proportion de départs de Tunisie. La situation humanitaire en Libye reste critique, avec 11 891 migrants retournés vers la Libye au cours de l’année. Le pays reste également un point de destination important, avec un nombre de migrants actuellement estimé à 574 146 et 44 725 réfugiés et demandeurs d’asile enregistrés au 31 décembre 2020.

Le nombre total d’arrivées en Espagne par la route de la Méditerranée occidentale en 2020 a atteint 39 116, contre 30 674 arrivées au cours de la même période en 2019 (soit une augmentation de 28%). Parallèlement, les arrivées aux îles Canaries à la fin de l’année 2020 étaient presque dix fois supérieures à celles de la même période de l’année précédente (21 215 arrivées au total en 2020). L’importante enveloppe supplémentaire approuvée par le FFUE pour l’Afrique à la fin de 2019, d’un montant de 101,75 millions d’euros, a contribué à l’efficacité des efforts déployés par le Maroc en étroite coopération avec l’Espagne.

En 2020, l’UE a poursuivi son dialogue sur les migrations avec le Maroc, la Tunisie et l’Égypte, et a pleinement soutenu la médiation menée par les Nations Unies et le processus de Berlin pour trouver une solution politique au conflit en Libye. Au niveau multilatéral, le FFUE pour l’Afrique a continué à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des engagements pris par le groupe de travail UA-UE-NU, créé après le Sommet UA-UE d’Abidjan en novembre 2017.

Face à la situation difficile créée par la COVID-19, le FFUE pour l’Afrique a assuré la continuité de ses actions en cours en Afrique du Nord, y compris la réaffectation rapide des actions existantes et l’adoption de nouvelles actions pour faire face aux conséquences de la pandémie. En particulier, le FFUE pour l’Afrique a très rapidement adopté un programme d’intervention COVID-19 de 20 millions d’euros pour la Libye et une Structure de réponse d’urgence de 10 millions d’euros pour couvrir les pays d’Afrique du Nord, en se concentrant sur les populations les plus vulnérables.

2.3.2 Principaux résultats obtenus dans la région

La mise en œuvre et les résultats de la fenêtre Afrique du Nord à la fin de 2020 varient considérablement d’un pays à l’autre. Ils sont également influencés, dans une certaine mesure, par la crise de la COVID-19.

En Libye, la situation difficile sur le terrain a conduit le FFUE pour l’Afrique à accélérer la mise en œuvre des projets de protection et d’assistance directe ainsi que la stabilisation des communautés d’accueil.

Dans le cadre du pilier **protection** en Libye, deux activités se distinguent en 2020 : la réponse à la crise de la COVID-19 et les Retours Volontaires Humanitaires (RVH). En 2020, **3 234** migrants sont partis de Libye via les RVH afin de retourner en toute sécurité dans leur pays d'origine, malgré les difficultés dues à la crise de la COVID-19. Depuis novembre 2017, **6 235** réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables ont quitté la Libye avec l'aide du HCR. Presque tous les partenaires de mise en œuvre du FFUE ont adapté leurs interventions pour soutenir la réponse à la COVID-19 (par exemple, par des campagnes de fumigation et de désinfection dans les centres de détention et les points de débarquement, des campagnes de sensibilisation et la fourniture de formations et d'équipements de protection individuelle au personnel de santé). Les partenaires de mise en œuvre tels que le HCR et l'OIM ont intensifié leurs interventions en faveur des plus vulnérables en les soutenant par des transferts d'argent liquide pour

permettre, par exemple, le paiement des loyers et éviter les expulsions et, en partenariat avec le PAM, par la distribution de paniers alimentaires mensuels pour garantir la disponibilité des produits essentiels.

Trois nouveaux programmes ont été adoptés pour améliorer la résilience des Libyens et des migrants face aux défis sanitaires qui se posent et pour contribuer à la stabilisation des communautés dans le sud de la Libye. Il en résulte un financement supplémentaire de 45,2 millions d'euros pour le portefeuille en Libye, qui s'élève désormais à 455 millions d'euros. En fournissant ce financement supplémentaire et en mettant rapidement à disposition des fonds réaffectés pour répondre aux besoins urgents, le FFUE pour l'Afrique a prouvé une fois de plus sa valeur ajoutée en tant qu'instrument très souple et efficace. Les nouveaux programmes couvriront des activités liées à la protection et à la stabilisation des communautés, dont des actions liées à COVID-19.

STABILISATION COMMUNAUTAIRE PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN LIBYE

Ce cours m'a donné une opportunité dans le domaine de travail dans lequel j'ai obtenu mon premier emploi. C'est arrivé à un moment où j'en avais désespérément besoin. Grâce à ce cours, je travaille maintenant dans une entreprise internationale reconnue. Je suis reconnaissant envers ceux qui encouragent cette initiative, qui m'a aidé à devenir fier de moi en tant que professionnel, a déclaré Zakria Fawzi Ibrahim Ashlaimbo, une personne déplacée à l'intérieur du pays âgée de 27 ans qui a participé au premier cycle du programme "Toyota Discover Your Talent" en Libye, mis en œuvre en partenariat avec le PNUD avec le soutien de l'UE.



Dans le cadre du pilier de **stabilisation communautaire** en Libye, le FFUE pour l'Afrique a continué à améliorer la vie quotidienne des Libyens et des migrants vivant dans les municipalités, notamment en apportant un soutien aux personnes déplacées à l'intérieur du pays touchées par le conflit. En conséquence, plus de **4,7 millions** de personnes ont amélioré l'accès aux services de base et bénéficient d'infrastructures sociales réhabilitées et équipées. Plusieurs écoles, hôpitaux et structures médicales ont été réhabilités avec le soutien du FFUE pour l'Afrique, et de nouveaux équipements médicaux ont été fournis, notamment des ambulances, améliorant ainsi l'accès aux soins de plus de **3,5 millions** de personnes dans l'est, l'ouest et le sud de la Libye. Des possibilités de subsistance et un soutien aux jeunes entreprises locales ont également été fournis dans le cadre de différents programmes.

En ce qui concerne la **gestion des frontières**, l'enveloppe du contrat de la deuxième phase de l'action approuvée, d'une valeur initiale de 45 millions d'euros, a été partiellement réaffectée et réduite à 15 millions d'euros. Le contrat pour la deuxième phase comprendra trois nouveaux navires de recherche et de sauvetage, avec l'entretien et la formation nécessaires, ainsi que le développement d'un centre de coordination des sauvetages maritimes pour soutenir les opérations de recherche et de sauvetage. La gestion des frontières continuera à être financée dans le cadre du FFUE pour l'Afrique par une allocation de 57,2 millions d'euros, malgré le contexte difficile dans lequel ces programmes opèrent. En octobre 2020, deux navires réhabilités ont été res-

titués à l'Administration générale de la sécurité côtière, ce qui a représenté une étape importante dans la coopération au titre du programme. Le FFUE pour l'Afrique a également fourni du matériel de sauvetage aux garde-côtes libyens et il continuera à le faire.

Au Maroc, pour faire face à la COVID-19, le FFUE pour l'Afrique a continué à assurer l'accès aux soins de santé et la protection des migrants vulnérables ainsi qu'à promouvoir des activités de sensibilisation aux comportements d'hygiène appropriés, notamment par le biais de partenariats avec des organisations de la société civile. Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont continué à produire des résultats concrets dans le pays en 2020 dans le cadre de leur soutien global à la Stratégie nationale sur l'immigration et l'asile et à la Stratégie sur le marocains vivant à l'étranger. Plus de **7 600** migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été informés de leurs droits à l'accès à la santé grâce à des campagnes de sensibilisation. En outre, **1 400** migrants ont bénéficié d'une protection, d'une assistance pré-départ et d'une aide à la réintégration, tandis que **92** professeurs et étudiants en droit ont reçu une

formation sur le droit d'asile et que **19** institutions et acteurs non étatiques ont été soutenus grâce au renforcement des capacités ou au soutien opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations. Dans le cadre du soutien global du FFUE au Maroc, plusieurs livraisons d'équipements ont été effectuées afin de renforcer les capacités de contrôle des frontières du

AIDE ALIMENTAIRE AUX RÉFUGIÉS ET AUX DEMANDEURS D'ASILE EN TUNISIE

Les effets étendus de la pandémie de COVID-19 ont souligné l'importance pour nous tous de faire preuve de solidarité mondiale et d'agir. La sécurité alimentaire et les régimes alimentaires sains sont un défi pour les personnes en déplacement. Les réfugiés et les demandeurs d'asile qui atteignent la Tunisie pour fuir la violence et les persécutions ont souvent un besoin urgent de retrouver une alimentation suffisante et adéquate. Grâce aux contributions du FFUE pour l'Afrique, le HCR Tunisie aide chaque mois plus de 700 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables, en leur fournissant des bons d'alimentation ou de l'argent pour acheter la nourriture de leur choix.



PROMOUVOIR LES ENTREPRISES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT EN ÉGYPTE

Le changement climatique est l'un des sujets déterminants dans le monde d'aujourd'hui et un autre sujet d'une importance capitale est l'immigration. Le projet "Khatwa Khadra", mis en œuvre en Égypte, encourage les entreprises vertes et l'esprit d'entreprise environnemental pour les migrants et les Égyptiens. Yasser el-Helaly, de Syrie, a participé au projet et démarre actuellement son entreprise dans le domaine des énergies renouvelables.

Nous avons suffisamment détruit le monde en épuisant ses ressources naturelles et, en Syrie, j'ai vu qu'à cause de la guerre, beaucoup de gens cherchent des sources d'énergie alternatives. C'est ce qui m'a donné l'idée de créer cette entreprise. Et le fait de travailler sur ce projet m'a également aidé à me rapprocher de la communauté égyptienne qui m'accueille.



L'initiative du Programme régional de développement et de protection (RDPP) visant à promouvoir les entreprises vertes et l'entrepreneuriat environnemental pour les migrants et les Égyptiens est financée par le FFUE pour l'Afrique. Elle a permis de donner vie à 161 start-ups dans le domaine de l'entrepreneuriat vert dans une expérience de vie socialement cohésive.

Ministère de l'intérieur. De même, la coopération avec Frontex et Europol a progressé et le développement d'un mécanisme harmonisé d'orientation pour les migrants sauvés en mer a été entamé. Il a également été mis en place un partenariat avec la société civile afin de créer des campagnes de sensibilisation des jeunes et de leurs familles sur les risques de la migration irrégulière.

Le FFUE pour l'Afrique a continué à soutenir la Tunisie dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale sur les migrations. Les résultats ont été les suivants :

- ▶ plus de **700** demandeurs d'asile et réfugiés ont eu accès à une assistance juridique ;
- ▶ **63** micro, petites et moyennes entreprises ont été créées ou assistées ;
- ▶ **230** institutions et acteurs non étatiques ont été soutenus par le biais du renforcement des capacités ou d'un soutien opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations ;
- ▶ **135** personnes ont reçu une formation professionnelle (EFTP) et/ou un développement des compétences.

Dans le domaine de la gestion des frontières en Tunisie, en 2020 les premiers contrats ont été signés pour l'amélioration des infrastructures de surveillance radar au long de la côte.

En Égypte, sur les sept projets du programme "Renforcer la réponse aux défis de la migration en Égypte" (ERMCE), six ont été approuvés par les autorités égyptiennes et cinq ont été signés à la fin de 2020. Trois d'entre eux sont en cours de concrétisation, tandis que le reste devrait commencer à être implémenté au cours du premier trimestre de 2021. En termes de résultats, 60 ONG ont été contractées comme partenaires locaux de mise en œuvre, tandis que **41** sous-projets ont été lancés pour les services communautaires et la sensibilisation, plus **8** sur l'amélioration de l'employabilité des jeunes.

Fondée sur une approche holistique de **la mobilité, de la gouvernance et de la migration des travailleurs**, ainsi que sur l'expérience des institutions chargées de la mise en œuvre (GIZ, OIT, OIM, ENABEL et bientôt OFII), le FFUE pour l'Afrique soutient la migration légale et la mobilité en Afrique du Nord par le biais d'un projet régional (THAMM). Ce projet couvre l'Égypte, le Maroc et la Tunisie et comporte deux composantes principales : Gouvernance de la migration de travail et Migration et Mobilité légales.

En 2020, le projet THAMM a produit les suivants principaux résultats : **en Tunisie**, 64 candidats ont reçu une préparation en ligne et ont commencé avec succès leur apprentissage en septembre 2020 dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, 75 candidats ont été sélectionnés pour commencer leur préparation, des employeurs en Allemagne ont été identifiés pour 2021 ; **au Maroc**, 52 candidats ont été préparés pour commencer leur apprentissage dans le secteur de la mécanique et des machines-outils, tandis qu'une analyse du marché du travail et des tendances migratoires potentielles ainsi que des études de cas sur la cohérence entre les politiques d'emploi, d'éducation/formation et de migration ont également été menées.

2.3.3 Adoption de nouveaux programmes en 2020

La fenêtre de l'Afrique du Nord a continué à travailler selon les volets d'action convenus par le Conseil Stratégique du FFUE. Ces derniers sont : (i) le soutien à l'amélioration de la gouvernance des migrations ; (ii) le soutien à la migration et à la mobilité des travailleurs ; (iii) la protection des migrants vulnérables, le retour volontaire et la réintégration durable ainsi que la stabilisation des communautés (comprenant également le soutien aux municipalités situées le long des routes migratoires) ; et (iv) la gestion intégrée des frontières.

SOUTIEN AUX RAPATRIÉS MAROCAINS POUR UNE INTÉGRATION DURABLE

Bien qu'il soit difficile d'accepter le fait que je n'ai pas pu réaliser mon rêve après mon retour au Maroc, l'aide à la réintégration de l'OIM m'a permis de retrouver une source de revenus et d'aider ma famille.



Zakaria fait partie des rapatriés marocains qui ont bénéficié d'une aide à la réintégration durable dans le cadre de l'initiative conjointe de l'UE et de l'OIM.

La fenêtre de l'Afrique du Nord a adopté, en 2020, 10 nouvelles actions pour un total de **113,6 millions d'euros**, dont 3,9 millions d'euros de cofinancement. En outre, **13,3 millions d'euros** ont été mis à disposition par le biais de quatre compléments budgétaires aux actions existantes.

Au 31 décembre 2020, 40 programmes et 3 programmes transversaux avaient été approuvés pour un montant total de **899,8 millions d'euros**, dont plus de 805,5 millions d'euros ont fait l'objet de contrats. Afin de financer une nouvelle action liée à la COVID-19 et en partie une action communautaire de stabilisation en Libye, 30 millions d'euros ont été réaffectés du Programme de gestion des frontières existant (phase II), dont le montant a été ramené à 15 millions d'euros.

Les nouvelles actions suivantes ont été adoptées en 2020 pour la Libye :

- ▶ “Gérer des flux migratoires mixtes : protection, assistance sanitaire, résilience et engagement communautaire” - 30,2 millions d'euros
- ▶ “Protéger les populations les plus vulnérables contre la pandémie de COVID-19 en Libye” - 20 millions d'euros
- ▶ “Redressement, stabilité et développement socio-économique en Libye - Phase 2” (RSSD 2) - 25 millions d'euros

Deux nouveaux programmes ont été adoptés pour la Tunisie :

- ▶ “Gouvernance Stratégie Migration Tunisien (Pro-GreS Migration) - phase II” - 5,7 millions d'euros
- ▶ “Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité” - 3,6 millions d'euros

Quatre programmes régionaux ont également été adoptés en 2020 :

- ▶ “Des solutions durables pour les enfants réfugiés non accompagnés et séparés (Libye et Égypte) et le regroupement familial” - 3,7 millions d'euros
- ▶ “Le mécanisme de coopération technique (TCF) : Formulation des programmes, mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation et activités de recherche” - 6,5 millions d'euros
- ▶ “Réponse d'urgence rapide à la crise COVID-19 dans les pays NoA pour les populations les plus vulnérables” - 10 millions d'euros
- ▶ “Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord - THAMM Phase II” - 5 millions d'euros

Enfin, les compléments suivants ont été approuvés :

- ▶ “Renforcement de la protection et de la résilience des groupes vulnérables dans l'urgence COVID-19” - 1 million d'euros (Libye)
- ▶ “Mécanisme de coopération technique (TCF) : formulation des programmes, mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation et activités de recherche” - 1,3 million d'euros (régional)
- ▶ “Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord” - 1 million d'euros (régional)
- ▶ “Programme de gestion des frontières pour la région du Maghreb (BMP-Maghreb)” - 10 millions d'euros supplémentaires (régional)



CHAPITRE 3

RAPPORT FINANCIER



3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'art. 7.2 (d) de l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2020. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Accord Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique :

Fenêtre SAH (A) Sahel et lac Tchad : 40%

Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique : 40%

Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord : 20%

Le tableau 4 fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total au FFUE pour l'Afrique tel que convenu par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant est disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2020, 619 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

Le tableau 5 fournit des informations sur les contributions provenant des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission, sur la base desquelles le montant disponible pour engagement (par exemple, le montant total des obligations juridiques pouvant être contractées) est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2020, le montant total des contributions certifiées s'élevait à 4 438 millions d'euros.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2020, un montant pour paiement de 3 149 millions d'euros avait été rendu disponible.

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.



Tableau 4 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs

I = Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	TOTAL	TOTAL	Attribution par fenêtre			31/12/2020
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Autriche	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000	3 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	1 200 000	1 200 000	1 200 000			1 200 000
Belgique	10 000 000	10 000 000	5 500 000	500 000	4 000 000	10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000			2 000 000
Bulgarie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	500 000	500 000	200 000	200 000	100 000	500 000
Croatie	200 000	200 000		100 000,00	100 000,00	200 000
	100 000	100 000	100 000,00			100 000
	300 000	300 000	200 000,00		100 000,00	300 000
Chypre	100 000	100 000			100 000,00	100 000
République tchèque	740,000	740,000		740,000		740,000
	8,750,000	8,750,000			8,750,000	8,750,000
	921,624	921,624			921,624	921,624
Danemark	6 001 920,61	6 001 920,61	2 400 768,24	2 400 768,24	1 200 384,12	6 001 921
	4 031 011,92	4 031 011,92			4 031 011,92	4 031 012
	10 076 311,26	10 076 311,26	2 720 604,04	3 325 182,72	4 030 524,50	10 076 311
	10 050 655,30	10 050 655,30	3 350 218,43	3 350 218,43	3 350 218,43	10 050 655
	13 393 528,71	13 393 528,71		13 393 528,71		13 393 529
	6 692 096,63	6 692 096,63	2 007 629,00	2 676 838,63	2 007 629,00	6 692 097
	3 085 964,23	3 085 964,23	3 085 964,23			3 085 964,23
	2 683 447,16	2 683 447,16	2 683 447,16			2 683 447,16
Estonie	150 000	150 000			150 000,00	150 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Finlande	5 000 000	5 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	5 000 000
	2 500 000	2 500 000		2 500 000		2 500 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
France	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000
Allemagne	3 000 000	3 000 000	1 200 000,00	1 200 000,00	600 000,00	3 000 000
	48 000 000	48 000 000	38 400 000,00		9 600 000,00	48 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000,00	3 000 000
	100 000 000	100 000 000			100 000 000,00	100 000 000
	3 500 000	3 500 000			3 500 000,00	3 500 000
	25 000 000	25 000 000	25 000 000,00			25 000 000
	42 500 000	42 500 000	30 500 000,00		12 000 000,00	42 500 000
3 500 000	3 500 000	3 500 000,00			3 500 000	
Grèce	50 000	50 000			50 000,00	50 000
Hongrie	700 000	700 000		700 000		700 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
Irlande	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000,00	1 200 000,00	600 000,00	3 000 000
	9 000 000	9 000 000	3 600 000,00	3 600 000,00	1 800 000,00	9 000 000
	755 000	755 000		755 000,00		755 000
Italie	10 000 000	10 000 000	4 000 000	5 000 000	1 000 000	10 000 000
	7 000 000	7 000 000	7 000 000			7 000 000
	15 000 000	15 000 000	15 000 000			15 000 000
	50 000 000	50 000 000	50 000 000			50 000 000

	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
I = Pays	TOTAL	TOTAL	Attribution par fenêtre			31/12/2020
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Italie	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000,00			2 000 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000,00			6 000 000
	11 000 000	11 000 000	8 000 000,00		3 000 000	11 000 000
Lettonie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	250 000	250 000			250 000	250 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
Lituanie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	200 000	200 000			200 000	200 000
Luxembourg	3 100 000	3 100 000	3 000 000	100 000		3 100 000
	1 000 000	1 000 000	800 000		200 000	1 000 000
Malte	250 000	250 000		125 000	125 000	250 000
	75 000	75 000			75 000	75 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Pays-Bas	15 000 000	15 000 000	3 000 000	12 000 000		15 000 000
	1 362 000	1 362 000		1 362 000		1 362 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	3 000 000	3 000 000	3 000 000			3 000 000
Norvège	3 593 344	3 593 344	1 113 936,65	2 479 407,37		3 593 344
	5 272 037	5 272 037	1 581 611,14	1 581 611,14	2 108 815	5 272 037
	6 287 002	6 287 002	2 095 667,21	2 095 667,21	2 095 667	6 287 002
	6 195 595	6 195 595	2 065 198,31	2 065 198,31	2 065 198	6 195 595
	5 503 931	5 503 931	1 834 643,57	1 834 643,57	1 834 643,57	5 503 931
Pologne	1 100 000	1 100 000		1 100 000		1 100 000
	7 070 136	7 070 136			7 070 136	7 070 136
	2 380 612	2 380 612			2 380 612	2 380 612
Portugal	250 000	250 000	100 000,00	100 000,00	50 000,00	250 000
	200 000	200 000	80 000,00	80 000,00	40 000,00	200 000
	1 350 000	1 350 000	675 000,00		675 000,00	1 350 000
	3 200 000	3 200 000	1 600 000,00		1 600 000,00	3 200 000
Roumanie	100 000	100 000	40 000,00	40 000,00	20 000,00	100 000
Slovaquie	500 000	500 000	200 000,00	200 000,00	100 000,00	500 000
	100 000	100 000		100 000		100 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	8 250 000	8 250 000			8 250 000	8 250 000
Slovénie	500 000	500 000	500 000			500 000
	50 000	50 000	20 000,00	20 000,00	10 000,00	50 000
	50 000	50 000	20 000,00	20 000,00	10 000,00	50 000
Espagne	30 000	30 000	30 000,00			30 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000,00	1 200 000,00	600 000,00	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000,00			6 000 000
Suède	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	92 584	92 584		92 584		92 584
	5 664 202	5 664 202		5 664 202		5 664 202
Suisse	4 100 000	4 100 000	1 640 000,00	1 640 000,00	820 000,00	4 100 000
Royaume-Uni	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000,00	3 000 000
		7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000,00	7 500 000
	7 500 000	7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000,00	7 500 000
Total des contributions extérieures	619 658 002	619 658 002	277 904 688	101 001 850	240 751 464	619 658 001,75

Tableau 5. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

I = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2020
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Réserve du 11ème FED (38-801)	1 000 000 000	1 000 000 000	666 666 667	333 333 333		1 000 000 000
RIP West Africa 11ème FED (38-801)	200 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000
RIP Central Africa 11ème FED (38-811)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
RIP EASAI0 11ème FED (38-807)	50 000 000	50 000 000		50 000 000		50 000 000
NIP ET 11ème FED (38-807)	30 000 000	30 000 000		30 000 000		30 000 000
DG NEAR (admin credits)*	500 000	500 000			500 000	500 000
DG NEAR - C(2016)3505** ; C(2017)2453 ; C(2017)8287 ; C(2019)3480 ; C(2020)3368 ; (2020)4581	411 211 675	411 211 675			411 211 675	162 060 000
DG NEAR - C(2016)7277	25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000
DG ECHO (C(2015)8936)** ; C(2016) 8795	50 000 000	50 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	20 000 000
SSP SS EDF (38-815)	86 400 000	86 400 000		86 400 000		86 400 000
El Nino Horn of Africa - DCI FOOD (39-550)	23 000 000	23 000 000		23 000 000		23 000 000
El Nino Horn of Africa - Réserve du 11ème FED (39-736 ; C(2016)6843)	43 500 000	43 500 000		43 500 000		43 500 000
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207;39-550 ; contract n°2017/383-433)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
El Nino SAHEL EDF (C(2016)6843 ; 39-650 ; contract n°2017/383-426)	25 000 000	25 000 000	25 000 000			25 000 000
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)**	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
Sudan Special Measure EDF (39-789)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		100 000 000
Réserve du 11ème FED (39-883)	500 000 000	500 000 000	368 000 000	132 000 000		420 000 000
DCI PANAF (38-855)	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
RIP EASAI0 - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395;386-661)	45 000 000	45 000 000		45 000 000		
NIP Somalia EDF (039-896)	200 000 000	200 000 000		200 000 000		
DG HOME AMIF	135 000 000	135 000 000	10 000 000	10 000 000	115 000 000	55 000 000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230 000 000	230 000 000	140 000 000	60 000 000	30 000 000	180 000 000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29 500 000	29 500 000	20 500 000	9 000 000		
DCI Food (C(2017)8765) CRIS 040-160	10 000 000	10 000 000		10 000 000		10 000 000

I = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2020
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
EDF Sudan - Contribution to the European Union Emergency Trust Fund (2020)872 -(42611)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337)	24 533 858	24 533 858		24 533 858		24 533 858
EDF Special Support Programme for South Sudan (C(2017)8337) (2019 Rider)	4 906 772	4 906 772		4 906 772		4 906 772
Réserve du 11ème FED (C(2018)4437)	500 000 000	500 000 000	375 000 000	125 000 000		
RIP and NIP 11ème FED (C(2018) 5491)	150 000 000	150 000 000		150 000 000		
NIP for Eritrea (EDF) (C(2019)2960)	180 000 000	180 000 000		180 000 000		
DG NEAR - (C(2018)8220)	27 733 626	27 733 626			27 733 626	
DG NEAR (2019) 8959	50 717 716	50 717 716			50 717 716	
PIN 11ème FED Niger (C(2020) 2551)	38 425 000	38 425 000	38 425 000			
PIN 11ème FED Burkina Faso (C(2020)2938)	18 670 000	18 670 000	18 670 000			
PIN 11ème FED Mali (C(2020)2549)	15 000 000	15 000 000	15 000 000			
PIN 11ème FED Chad (C(2020) 2550)	2 500 000	2 500 000	2 500 000			
EDF South Sudan C(2020) 8530 (CRIS 042-949)	1 903 529	1 903 529		1 903 529		
EDF transfer in favour of Mali C(2020)9198	60 000 000	60 000 000	60 000 000			
Total des contributions de l'UE	4 438 502 176	4 438 502 176	1 999 761 667	1 758 577 492	680 163 017	2 529 900 630

Total I+II	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	5 058 160 178	Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	3 149 558 632
		5 058 160 178,17	2 277 666 354,98	1 859 579 342,64	920 914 480,55	

III = Intérêts générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du Fonds Fiduciaire						
2015 Intérêts bancaires						2 292
2016 Intérêts bancaires						52 135
2017 Intérêts bancaires						1 631
2018 Intérêts bancaires						1 884
2019 Intérêts bancaires						588
2020 pas d'intérêts bancaires reçus vu les taux d'intérêts négatifs						
Intérêts cumulés générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du Fonds Fiduciaire						58 530
Total I+ II+III						3 149 617 162

3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Tableau 6. Total des montants payés en 2020

	TF Afrique			
	Total des paiements effectués en 2020			
	Nbr. de paiements	%	Montants Payés (EUR)	%
01. Subventions en gestion directe	128	25%	172 696 437,00	16%
02. Appui budgétaire	11	2%	103 650 000,00	10%
03. Passation de marchés en gestion directe	196	39%	46 725 357,03	4%
04. Gestion indirecte avec des organisations internationales	104	21%	508 327 538,06	48%
05. Gestion indirecte avec EIB et EIF				
06. Gestion indirecte avec des agences de développement	57	11%	201 233 027,78	19%
09. Dépenses administratives	2	0%	15 609 765,10	1%
10. Autres contrats/paiements	2	0%	698 041,03	0%
12. Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	5	1%	2 582 910,00	0%
Total des dépenses:	505	100%	1 051 523 076,00	100%

3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique

En ce qui concerne les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (pour couvrir les salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), un montant de 15 558 663 euros avait été prévu pour 2020 et 12 031 455* euros ont été dépensés par la Commission (Budget général de la DG INTPA) durant l'année. Le solde non dépensé en 2020 sera transféré au budget 2021.

Tableau 7 : Estimation des coûts administratifs en 2020* (€)

Prévisions pour 2020	15 558 663
Coûts estimés :	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les Délégations de l'UE;	8 388 333
b) Dépenses d'appui associées au contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les Délégations UE) ;	3 643 122
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion générale du FFUE	-
Total des coûts estimés	12 031 455
Solde estimé	3 527 208

* Les valeurs finales ne sont pas disponibles au moment de la publication



CHAPITRE 4

GESTION ET CONTRÔLE INTERNE



Le FFUE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.

Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction générale des Partenariats Internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne pour la gestion et l'exécution de ses opérations sont également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale du Voisinage et des Négociations d'Élargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG INTPA afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Accord Constitutif du FFUE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le FFUE soit efficace et adapté aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers de la DG INTPA et de la DG NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du FFUE pour l'Afrique ainsi que des cas de non-conformité détectés pendant l'année est tenu.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le FFUE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution

du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le personnel du FFUE pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du FFUE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit de la DG INTPA et de la DG NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques.

Le FFUE pour l'Afrique est inclus dans le Plan d'Audit Annuel de la Direction générale. Un total de 28 contrats/projets dans le cadre du FFUE ont été sélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du Plan d'Audit Annuel de la DG INTPA en 2020. Le FFUE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles ex-post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG INTPA et la DG NEAR.

Les comptes du FFUE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du FFUE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du IAS et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen d'antifraude (OLAF) exerce, sur l'ensemble du FFUE pour l'Afrique, incluant donc ses organes de gouvernance ainsi que les représentants des donateurs et des observateurs participant à ces organes, les mêmes pouvoirs que pour les autres activités de la Commission.

4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

Résultats des contrôles ex ante

A la fin de 2020, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 6 millions d'euros de dépenses qui étaient inéligibles, ce montant étant inéligible, moins de 1% du total des décaissements de l'année.

Résultats des audits externes

L'audit externe annuel des comptes du FFUE pour l'Afrique pour l'année 2019 a été conclu de manière satisfaisante.

En ce qui concerne l'année 2020, un audit externe des comptes est actuellement en préparation.

Prévention et détection de la fraude

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le FFUE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

4.2 Observations et recommandations de l'IAS/CCE

Un rapport sur un audit de performance du FFUE pour l'Afrique a été publié fin 2018. Le FFUE pour l'Afrique a accueilli favorablement les recommandations de la Cour des comptes européenne (CCE) et a pris les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

En ce qui concerne le Service d'audit interne (IAS) de la Commission, un rapport sur le FFUE pour l'Afrique n'a pas encore été réalisé.

4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE et ajusté et complété si nécessaire.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés.

Étant donné que des procédures souples s'appliquent d'office pour le FFUE pour l'Afrique, des exceptions et des dérogations sont appliquées selon les besoins et lorsqu'elles sont justifiées. Cela comprend les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Les approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont

également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures souples sont de préférence identifiées ab initio et donc contenues dans le document d'action de chaque programme respectif qui est soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du FFUE pour l'Afrique.

Peu de cas d'événements non-conformes ont été détectés (par exemple, signature d'un accord avant la constitution finale des fonds). Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du FFUE ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.







ANNEXES



Annexe I : Liste des programmes adoptés en 2020 avec des informations sur le cofinancement (EUR)

Sahel & Lac Tchad				
Pays	Nom de l'action	Montant (EUR)	Cofinancement (EUR)	Partenaires de mise en oeuvre
Procédure écrite - Avril 2020				
Nigeria	Soutien UE aux Nations Unies 'One UN Response Plan to COVID-19 in Nigeria'	50 000 000	–	PNUD
Régional	TOP UP TO : Soutien au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest (WAPIS)	3 000 000	–	INTERPOL
Procédure écrite - Juin 2020				
Burkina Faso	Retour de la confiance et renforcement des capacités sécuritaires au Burkina Faso (RENFORCES BURKINA FASO III)	7 000 000	–	Expertise France
Tchad	TOP UP TO : Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT)	4 250 000	4 000 000 BMZ	GIZ
Guinée	RESIGUI / Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée	8 000 000	–	PAM
Mali	TOP UP TO : Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao)	14 656 666	–	Expertise France
	TOP UP TO : Programme Jeunesse et Stabilisation – PROJES – régions du centre du Mali	6 600 000	–	GIZ
Niger	Promotion de l'emploi pour le renforcement de la résilience économique des communautés dans la région de Tillabéry	8 000 000	1 600 000 BMZ	GIZ
	Résilience agro-sylvo-pastorale, Ouest Niger	7 000 000	–	ENABEL, Wild Africa Conservation and African Parks Network
Régional	TOP UP TO : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel	8 900 000	–	ONGs
	TOP UP TO : GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides –Surveillance et Intervention au Sahel)	5 075 338	–	FIIAPP
	TOP UP TO : Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations	2 400 000	–	HCR & ONG Promediation
Niger	Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme	4 500 000	–	CIVIPOL

Sahel & Lac Tchad				
Pays	Nom de l'action	Montant (EUR)	Cofinancement (EUR)	Partenaires de mise en oeuvre
Procédure écrite - Juillet 2020				
Burkina Faso	TOP UP TO : Prévention de l'extrémisme violent – Rebâtir une cohésion sociale au Burkina et dans les pays de l'initiative d'Accra à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale	2 600 000	–	ONGs / Agences des Nations Unies (à déterminer)
Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'état civil et de l'identification de Côte d'Ivoire	5 000 000	–	CIVIPOL
	Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID 19 en Côte d'Ivoire	25 000 000	–	Pays partenaire (Appui budgétaire) / Prestataire de service (AT)
Niger	TOP UP TO : Appui Budgétaire à la Justice, Sécurité Intérieure et Gestion des Frontières au Niger	11 450 000	–	CENTIF ; CIVIPOL; CNDH ; AFD
	TOP UP TO : Renforcement de la gestion durable des conséquences flux migratoires	7 000 000	500 000 BMZ	GIZ
Régional	CRIALCES - Réponse à la CRise ALimentaire au CEntre Sahel : support nutritionnel et relèvement - PAM	20 000 000	1 000 000 PAM	PAM
Procédure écrite - Octobre 2020				
Burkina Faso	Appui à la justice au Burkina Faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace	10 000 000	–	ENABEL & ONG COGINTA
Gambie	Digitalising The Gambia – Technical assistance to strengthen the ICT sector	1 050 000	–	ENABEL
Guinée	Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation	5 000 000	–	ENABEL
Niger	Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger	4 500 000	–	ONG COGINTA
Régional	Radio Jeunesse Sahel	2 050 000	–	OIF
Procédure écrite - Novembre 2020				
Mali	Common Operational Partnership (COP) Mali	2 850 000	–	CIVIPOL
MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS				159 950 000
TOTAL MONTANT APPROUVE (riders inclus)				225 882 004*

* Le montant pour les nouvelles décisions et les riders inclut également un total de 104.6 millions d'euros dans des désengagements de programmes précédemment approuvés en 2020. La plupart des montants désengagés ont été utilisés dans la riposte à la COVID-19 dans la région du Sahel & Lac Tchad.

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'Action	Montant (EUR)	Cofinancement (EUR)	Partenaires de mise en oeuvre
Procédures écrites - Février 2020				
Somalie	Inclusive Local Economic Development - ILED	15 200 000		Fonds multi-partenaires des Nations Unies, BM, Agences européennes
	Somalia state and resilience building contract	4 400 000		Pays partenaire (Appui budgétaire)
Procédures écrites - Mars 2020				
Soudan du Sud	Support to health services in South Sudan	1 000 000		Gestion indirecte
	Support to health services in South Sudan	4 000 000		Gestion indirecte
Procédures écrites - Avril 2020				
Erythrée	Support to the Eritrean Health System to be better prepared and respond to public health threats	6 600 000	120 000 (OMS)	OMS
Soudan	Humanitarian-Development Nexus: Strengthening preparedness and response of the health system addressing the COVID-19 Pandemic in Sudan	10 000 000		OMS
	EU support for the Family Support Programme and for the consolidation of social protection in Sudan	45 000 000		BM
Procédures écrites - Juin 2020				
Erythrée	Increasing the capacity of the Government of the State of Eritrea (GoSE) to implement the recommendations of Universal Periodic Review (UPR)	5 000 000		Pillar-assessed Entity
	Migration-development nexus: multi-year diaspora engagement for Eritrea	5 000 000		OIM
	Enhancing the efficiency of justice administration in Eritrea	4 700 000	100 000 (ONU DC)	ONU DC
	Strengthening economic governance capacities in Eritrea	5 000 000	500 000 (PNUD)	PNUD
Soudan du Sud	Job Creation and Trade Development for South Sudan	5 000 000		Pillar-assessed Entity
Soudan	Support to the Economic transition	10 000 000		BM, Expertise France
	Support to Economic Opportunities for Youth and Women	30 000 000	2 000 000 BMZ	AFD, AICS, GIZ
	Support to sustainable peace rule of law and human rights during Sudan's democratic transition towards transparent, inclusive and credible elections	10 000 000	5 260 286 (Etats-Unis, DFID, Allemagne, Canada, SIDA)	HCDH

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'Action	Montant (EUR)	Cofinancement (EUR)	Partenaires de mise en oeuvre
Procédures écrites - Juin 2020				
Soudan	Education Quality Improvement Programme 2 (EQUIP 2)	15 000 000		Pillar-assessed Entity
Régional	Towards free movement of persons and transhumance in the IGAD region	5 000 000		OIT / IGAD
	Enhancing protection, lifesaving assistance and sustainable solutions for evacuees from Libya through the Emergency Transit Mechanism in Rwanda	2 500 000		HCR
Procédures écrites - Septembre 2020				
Soudan	Humanitarian-Development Nexus: Strengthening preparedness and response of the health system addressing the COVID-19 Pandemic in Sudan	10 200 000	400 000 (OMS)	OMS
Procédures écrites - Novembre 2020				
Somalie	Enhancing Somalia's responsiveness to the management and reintegration of mixed migration flows (RE-INTEG)	5 000 000		HCR, UNOPS
Régional	Monitoring and Learning System for the EUTF Horn of Africa	2 900 000		Altai Consulting
Note ex-post au Comité Opérationnel				
Ethiopie	Ethiopia job compact sector reform and performance contract	6 000 000		Pays partenaire (Appui budgétaire)
Soudan du Sud	Support to health services in South Sudan	2 000 000		Gestion indirecte
	Support to health services in South Sudan	1 851 182		à déterminer
Soudan	Technical Cooperation Facility for Sudan 2018-2020	800 000		N/A
MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS				151 300 000
TOTAL MONTANT APPROUVE (riders inclus)				212 151 182*

* Le montant pour les nouvelles décisions et les riders inclut également un total de 15.6 millions d'euros dans des désengagements de programmes précédemment approuvés en 2020. La plupart des montants désengagés ont été utilisés dans la riposte à la COVID-19 dans la région de la Corne de l'Afrique.

Afrique du Nord				
Pays	Nom de l'Action	Montant (EUR)	Cofinancement (EUR)	Partenaires de mise en oeuvre
Procédures écrites - Mai 2020				
Libye	Managing mixed migration flows: protection, health assistance, resilience and community engagement	32 610 000	2 410 000	HCR, FNUAP, CESVI, IMC
Régional	Durable solutions for Refugee Unaccompanied and Separated Children (Libya and Egypt) and Family Reunification	5 220 000	1 520 000 (HCR)	HCR
	Technical Cooperation Facility (TCF): Formulation of programmes, Implementation of the Monitoring and Evaluation Framework and Research activities	6 500 000		Marché pour services
	Réponse d'urgence rapide à la crise COVID-19 dans les pays NoA pour les populations les plus vulnérables	10 000 000		OIM, HCR
Procédures écrites - Juin 2020				
Libye	Protection des populations les plus vulnérables en ce qui concerne la pandémie de COVID-19 en Libye	20 000 000*		OIM, OMS, UNICEF
	Recovery, Stability and Socio-Economic Development in Libya – Phase 2 (RSSD 2)	25 000 000*		AICS, PNUD, UNICEF
Régional	Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord – THAMM Phase II	5 000 000		OFII
Procédures écrites - Octobre 2020				
Tunisie	Programme Gouvernance Stratégie Migration Tunisien, ProGreS Migration – phase II	5 700 000		ICMPD, Expertise France
	Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité	3 600 000		ONGs internationales
Procédures écrites - Decembre 2020				
Régional	Pour une approche holistique de la gouvernance de la migration de main d'œuvre et la mobilité en Afrique du Nord - THAMM Phase II	1 000 000		OFII
MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS				109 800 000
TOTAL MONTANT APPROUVE (riders inclus)				123 000 000*

* Ce montant comprend la réaffectation de 30 millions d'euros qui étaient originellement prévus pour le programme de gestion des frontières de la Libye.

GRAND TOTAL - MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS	421 050 000
GRAND TOTAL - TOTAL MONTANT APPROUVE (riders inclus)	561 033 186

Annexe II : Contrats signés en 2020 par fenêtre et par pays

Pays	Nombre de contrats	Montant (en millions d'euros)
Sahel & Lac Tchad	49	259,8
Burkina Faso	4	6 375
Côte d'Ivoire	3	29,8
Guinée	1	8,0
Mali	2	0,1
Mauritanie	4	5,1
Niger	4	66,7
Sénégal	4	27,7
Tchad	8	9,7
Régional	19	106,4
Corne de l'Afrique	107	523,6
Burundi	2	2,5
Djibouti	8	5,7
Erythrée	2	64,4
Ethiopie	14	23,5
Kenya	2	24,9
Rwanda	3	13,5
Somalie	17	111,7
Soudan du Sud	20	46,9
Soudan	18	198,8
Ouganda	15	30,5
Régional	6	1,2
Afrique du Nord	30	173,6
Egypte	3	16,7
Libye	12	114,3
Maroc	3	5,5
Tunisie	1	2,9
Régional	11	34,1
Grand Total	186	957,0*

* Contrats opérationnels sans modifications aux anciens contrats

Annexe III : Contrats signés avec des Etats membres et d'autres donateurs

Pays	Montants (EUR)
Allemagne	351 383 500
Autriche	38 268 000
Belgique	121 541 000
Croatie	50 000
Danemark	10 310 040
Espagne	196 495 731
France	321 765 556
Grèce	298 000
Hongrie	245 000
Irlande	110 000
Italie	185 685 127
Luxembourg	56 955 000
Norvège	150 000
Pays-Bas	48 705 000
Portugal	5 810 000
République tchèque	210 000
Roumanie	660 000
Royaume-Uni	68 396 300
Slovaquie	1 900 000
Suède	418 110
Total	1 409 356 365

Annexe IV : Contrats signés avec des organismes des Nations Unies

Organisation	Montant (EUR)
FAO	72 511 293
FNUAP	5 000 000
HCR	232 480 000
IFAD	9 750 000
ITC	44 325 000
OIM	494 509 855
OIT	31 850 000
OMS	36 350 000
ONUJDC	15 105 930
PAM	70 843 981
PNUD	148 315 224
PNUE	10 000 000
UN Geneva	4 950 000
UN-Habitat	12 000 000
UNCDF	9 940 000
UNICEF	95 579 149
UNIDO	10 750 000
UNOPS	114 700 000
Total	1 418 960 432



Numéro de catalogue : MN-BE-21-001-FR-N

ISBN : 978-92-76-29842-7

doi : 10.2841/285230

ISSN : 2599-6193